



Rapport d'activité 2017

SOMMAIRE

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
LES PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	15
MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	19
Documenter la dynamique financière.....	19
<i>Résilience et soutenabilité du système financier : une approche en écosystème</i>	<i>19</i>
<i>Incertitude asymétrique et crises financières</i>	<i>19</i>
Mécanismes de transmission des chocs	20
<i>Rapatriement de bénéfices et arbitrage règlementaire dans l'activité</i>	
<i>des banques européennes à l'étranger.....</i>	<i>20</i>
<i>Stabilité bancaire : quand la dénomination monétaire impacte la pro-cyclicité</i>	
<i>du ratio de levier.....</i>	<i>20</i>
<i>Transmission des variations de change aux prix, politique monétaire</i>	
<i>et intégration commerciale</i>	<i>21</i>
<i>Effets macroéconomiques des fluctuations des prix du pétrole</i>	
<i>et des biocarburants sur les pays en développement et émergents</i>	<i>22</i>
<i>Les banques dans la transmission du cycle financier global aux économies</i>	
<i>émergentes.....</i>	<i>23</i>
<i>Intégration financière internationale, diversification monétaire</i>	
<i>et stabilité bancaire.....</i>	<i>23</i>
Intégration économique et financière et allocation des ressources	24
<i>La finance peut-elle devenir un handicap pour la productivité ? Une analyse</i>	
<i>sur données macroéconomiques en longue période.....</i>	<i>24</i>
<i>Intégration économique et dynamique du secteur abrité.....</i>	<i>25</i>
<i>Construction d'une base de données sur les taux de change effectifs réels</i>	
<i>d'équilibre</i>	<i>26</i>
Politique économique.....	27
<i>Gouvernance en période anti-globalisation</i>	<i>27</i>
<i>Gouvernance financière et monétaire</i>	<i>27</i>
<i>L'avenir de la monnaie : mobilisation du blockchain par les banques centrales ...</i>	<i>28</i>
<i>Risque systémique climatique</i>	<i>28</i>
Projets hors programme.....	29
<i>Mésalignements de change et croissance économique :</i>	
<i>le canal de la dette en devises</i>	<i>29</i>
<i>Mésalignements de change, régimes de change et ajustement des économies ..</i>	<i>30</i>
<i>Le financement obligataire comme facteur de reprise.....</i>	<i>31</i>
<i>L'impact macroéconomique des chocs fiscaux : une estimation via</i>	
<i>les taxes foncières.....</i>	<i>32</i>
<i>Estimation des coûts du Frexit</i>	<i>33</i>
MIGRATIONS INTERNATIONALES.....	37
Impact des migrations sur les marchés du travail dans les pays d'accueil.....	37
<i>L'ajustement des salaires suite à des chocs d'offre de travail</i>	<i>37</i>

SOMMAIRE

<i>Les effets de l'immigration sur le marché du travail dans les pays européens</i>	37
<i>Une approche dynamique de l'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France</i>	38
Les interactions entre les migrations et les autres phénomènes économiques	38
<i>Exploration du lien commerce – finance – migrations</i>	38
Impact des politiques migratoires	39
<i>Analyse économétrique de l'impact des politiques publiques spécifiques aux étudiants étrangers en France</i>	39
Migration et (dés)intégration régionale	39
<i>Construction d'une base de données et d'indicateurs sur les dispositions des accords de libre-échange relatives à la mobilité des personnes</i>	39
<i>Commerce, migrations et désintégration régionale</i>	40
Projets hors programme	41
<i>L'effet de l'immigration sur les résultats électoraux</i>	41
<i>La discrimination à l'embauche sur le marché du travail français</i>	41
<i>Une revue de la littérature des effets de l'immigration sur les salaires</i>	41
<i>Faut-il freiner le départ des personnes les plus qualifiées dans les pays en développement ?</i>	41
<i>Exportation de produits créatifs et culturels et diversité des origines</i>	42
<i>L'impact des droits d'inscription sur les choix des étudiants en mobilité internationale</i>	42
POLITIQUES COMMERCIALES	45
Modélisation de l'économie mondiale	45
<i>Modélisation des impacts des politiques commerciales en présence de firmes hétérogènes</i>	45
<i>Développements de MIRAGE</i>	45
Grands dossiers 2017	45
<i>Faut-il craindre le retour du protectionnisme ?</i>	45
<i>Protectionnisme ou taxe carbone ?</i>	46
<i>L'impact dissuasif des mesures antidumping sur les décisions d'exportation des producteurs chinois</i>	46
Mesures non-tarifaires	47
<i>Bases de données des instruments de politiques commerciales</i>	47
<i>Analyse des mesures non tarifaires : Études de cas</i>	47
Régionalisme	48
<i>Régionalisme politique vs régionalisme économique</i>	48
<i>L'impact commercial des dispositions non tarifaires des accords de libre-échange</i>	48
Échanges de services et chaînes de valeur	49
<i>TISA et commerce dématérialisé</i>	49

SOMMAIRE

Projets hors programme.....	49
<i>Suivi des politiques commerciales internationales</i>	<i>49</i>
<i>Impacts économiques du Brexit</i>	<i>50</i>
<i>Commerce agricole et biodiversité des espèces végétales cultivées.....</i>	<i>51</i>
<i>Obstacles aux échanges et commerce informel en Afrique</i>	<i>52</i>
<i>Transition nutritionnelle et demande mondiale de calories.....</i>	<i>53</i>
<i>Agricultural Trade Liberalization in the 21st Century: Has it done the Business? ...</i>	<i>54</i>
ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL.....	57
Bases de données, profils pays et panorama	57
<i>CHELEM.....</i>	<i>57</i>
<i>BACI - TUV.....</i>	<i>57</i>
<i>Profils du CEPII</i>	<i>57</i>
<i>Base de données Gravity</i>	<i>58</i>
Multinationales et chaînes internationales de valeur	58
<i>Impact de l'activité des firmes multinationales sur les comptes courants</i>	<i>58</i>
<i>Évaluation de l'élasticité du commerce en valeur ajoutée à la productivité.....</i>	<i>59</i>
<i>Décisions de localisations dans le secteur automobile</i>	<i>59</i>
Les impacts internes du commerce extérieur.....	60
<i>Allocation des facteurs productifs et performance à l'export des entreprises françaises</i>	<i>60</i>
<i>L'impact de la dévaluation de 1999 sur le secteur manufacturier au Brésil.....</i>	<i>60</i>
<i>Partage de la valeur ajoutée et mondialisation.....</i>	<i>60</i>
<i>Exportations et volatilité de l'emploi</i>	<i>61</i>
Évolutions des échanges et de leur cadre institutionnel	61
<i>La nature des échanges mondiaux par type de commerce et le cas particulier de l'Union européenne</i>	<i>61</i>
<i>Fiscalité et approvisionnement en services des entreprises multinationales</i>	<i>62</i>
Projets hors programme.....	63
<i>Le marché des biens de consommation en Chine</i>	<i>63</i>
<i>Spatial Differencing: Estimation and Inference.....</i>	<i>64</i>
<i>La déplaisante arithmétique des déséquilibres de la zone euro.....</i>	<i>64</i>
<i>Une estimation du bénéfice attendu pour la Chine de l'ouverture d'une route commerciale par l'océan Arctique.....</i>	<i>64</i>
<i>Les conséquences de l'ouverture du canal de Panama pour le Canada</i>	<i>65</i>
LES ANNEXES	67
1. Les publications du CEPII	69
2. Le site internet du CEPII	87
3. Les publications hors CEPII	93
4. Le CEPII dans les médias	99
5. Rencontres organisées par le CEPII et le Club du CEPII	103
6. Participation à des groupes de travail et comités d'experts	111
7. Relations partenariales du CEPII	117

PRÉFACE

Le CEPII a fêté au printemps 2018 son quarantième anniversaire. Quatre décennies au cours desquelles le Centre a développé une culture originale et désormais largement reconnue d'analyse approfondie des questions d'économie internationale, combinant des travaux de recherche sur les aspects méthodologiques et leurs applications, le développement et l'élaboration de bases de données variées et détaillées, et une capacité d'expertise à même d'alimenter utilement les débats publics et les décisions de politique économique. En 1978, c'est l'idée qu'il fallait renforcer la connaissance et la compréhension en France des enjeux économiques internationaux qui avait incité à créer le CEPII. Cette idée s'impose aujourd'hui comme une évidence. Dix après la crise économique et financière mondiale, les interdépendances économiques internationales restent d'une très grande intensité, mais elles sont également empruntées d'une incertitude très forte. 2017, première année d'exercice de la nouvelle Administration américaine, l'a illustré de façon spectaculaire et souvent préoccupante. Les changements à l'œuvre sont profonds, dans leurs racines comme dans leurs conséquences potentielles.

Les tensions commerciales menaçant d'évoluer en conflit de grande envergure, les questions autour de la stabilité financière et des perspectives de normalisation des politiques monétaires, la nécessité de continuer à structurer la zone euro et plus largement à renforcer la cohésion politique européenne, les conséquences économiques et surtout politiques des migrations internationales : plus que jamais, il est indispensable de combiner rigueur analytique, travail de fond et mise en perspective pour comprendre les tenants et aboutissants de ces questions déterminantes aussi bien pour l'économie française que pour les relations internationales de notre pays.

Ce rapport d'activité montre les contributions variées que le CEPII a apportées cette année encore à la compréhension de ces questions, qui mêlent de façon inextricables les aspects économiques, commerciaux, financiers, monétaires et migratoires, en Europe et ailleurs. Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous en souhaiter une agréable lecture.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION

L'année 2017 a été marquée par l'intensité des débats sur les questions d'économie internationale, dans un contexte de grande tension mais aussi de transformation profonde. La perspective du Brexit, les questions sur la gouvernance de la zone euro, les mouvements migratoires, la politique fiscale et commerciale américaine, la puissance économique toujours plus grande et de mieux en mieux assumée de la Chine, les interrogations sur la stabilité financière, ont ainsi été régulièrement des points focaux dans le débat public. La période électorale renforçait en outre les besoins d'informations sur ces différents sujets.

Comme de coutume, l'équipe du CEPII s'est efforcée d'éclairer les enjeux correspondants en se fondant sur des travaux de recherche approfondies mais accessibles à tous, sur ses bases de données, ses publications (dont une série *L'économie internationale en campagne*, spécifiquement conçue pour éclairer les enjeux dans le cadre de la campagne présidentielle), ses interventions, ses séminaires et conférences (51 y compris celles du *Club du CEPII*, voir annexes 1 et 2).

Ces travaux rencontrent un large écho, comme en témoigne par exemple l'intense fréquentation de notre site internet (près d'un million de pages vues, plus de 250 000 visites, plus de 100 000 téléchargements l'an dernier, d'après les chiffres Xiti). En 2017, les économistes du CEPII ont publié 92 articles de presse et réalisé 100 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 2182 fois sur le web et dans la presse écrite (voir annexe 3).

Pour résumer l'activité de l'année écoulée, ce rapport suit la division habituelle des activités du CEPII d'abord par programme scientifique puis, au sein de chacun, par projet. Dans chaque thématique, les axes de recherche structurant une démarche cohérente inscrite dans la durée sont combinés avec des travaux répondant aux développements plus récents de l'actualité économique mondiale.

Macroéconomie et finance internationales

Les travaux de macroéconomie et finance internationales se sont déclinés autour du thème général du cycle financier international. Ils ont eu pour objectif de documenter la dynamique financière, d'analyser ses déterminants et la transmission des chocs, de comprendre ses implications et explorer des questions prospectives de politique économique. Les questions liées à la stabilité financière,

aux taux de change et aux flux de capitaux internationaux ont notamment fait l'objet d'une attention particulière.

Le cadre d'analyse inclut les modèles en économie ouverte, les modèles macroéconomiques quantitatifs et des approches empiriques diverses. Les terrains d'étude couvrent différentes zones géographiques (les économies avancées et émergentes), différents types de risque (change, taux d'intérêt, matières premières, climatique, politique), différentes frictions financières (asymétrie d'information, incomplétude des contrats).

Les recherches sont de nature appliquée et visent à éclairer le débat de politique économique de plusieurs façons : 1) les contenus éditoriaux développés par les membres de MFI s'appuient principalement sur les résultats de nos travaux de recherche ; 2) la mise au point de modèles macro quantitatifs vise à simuler les effets de politique économique ; 3) les travaux empiriques visent à dégager des faits stylisés pour aider à la décision ; 4) la constitution de bases de données financières vise à compléter le marché de données accessibles publiquement utile au débat de politique économique.

Migrations internationales

Sur les migrations internationales, l'analyse de l'impact des migrations dans les pays d'accueil a constitué un premier axe.

Les travaux de recherche dans ce cadre ont porté sur deux thématiques précises : l'ajustement des salaires consécutif à des chocs d'offre de travail, en se fondant sur l'expérience naturelle que constitue l'afflux des rapatriés d'Algérie en France en 1962 et l'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France (1980-2011) a également fait l'objet d'une évaluation détaillée. Cette dernière combine une analyse comptable basée sur l'enquête Budget de Famille de l'INSEE avec une approche dynamique, en équilibre général calculable.

En parallèle, une synthèse de la littérature sur l'impact des migrations dans les pays d'accueil a été rédigée. Elle vise à la fois à présenter les données qui pourront être utilisées dans de futures études et à synthétiser et discuter les enseignements de la littérature économique pertinents pour les politiques économiques dans ce domaine.

Le second axe est relatif aux interactions entre les migrations et les autres phénomènes économiques. Les travaux ont porté principalement sur un modèle permettant d'évaluer dans

quelle mesure les migrations peuvent faciliter le commerce et l'investissement direct étranger (IDE) et sur une analyse de la contribution des migrations à la convergence culturelle internationale.

Le troisième axe de travail porte sur les étudiants étrangers en mobilité. Dans ce domaine, une base de données sur les étudiants étrangers en mobilité dans l'enseignement supérieur français a été constituée. Elle fera l'objet d'analyses ultérieures.

Finalement, deux projets ont porté sur le lien entre migrations et dynamiques régionales. Une base de données identifie les 76 accords de libre échange (sur un total de 280) qui intègrent des dispositions relatives à la circulation des personnes a été constituée. Son analyse confirme que les dispositions relatives à la circulation des personnes sont en nombre croissant dans le temps, mais elle souligne également la grande hétérogénéité de ces dispositions selon les accords.

Plusieurs projets qui n'étaient pas inscrits au programme de travail ont également été réalisés, pour répondre à des sollicitations ou pour suivre des pistes ouvertes par des travaux précédents. Ils ont permis d'analyser les effets de l'immigration sur les comportements électoraux en France, les avantages et les inconvénients des mesures restreignant l'émigration des personnes les plus qualifiées dans les pays en développement, la mobilité internationale des étudiants et les flux intra-européens de travailleurs détachés.

Politiques commerciales

Sur les politiques commerciales, le Centre a été fortement mis à contribution par l'actualité économique en 2017, qu'il s'agisse du retour des politiques protectionnistes, du Brexit, de la signature de nouveaux accords régionaux ou encore des débats relatifs à la cohérence entre objectifs climatiques et libre-échange. Le CEPII a pu à ces différentes occasions combiner son expertise sur le détail des politiques commerciales et sur leur fonctionnement concret (par exemple sur la question des politiques anti-dumping), à sa capacité à modéliser l'économie mondiale et à quantifier des scénarios combinant engagements climatiques et politiques commerciales.

En complément, l'intérêt du Centre pour les questions alimentaires globales a débouché sur la publication de travaux influents sur la question de la biodiversité dans une économie ouverte aux échanges internationaux, sur la demande mondiale de calories et sur la libéralisation des échanges agricoles. Pour partie, les

travaux menés sur le commerce intra-africain concernent aussi ces questions.

Enfin, comme chaque année, une partie de l'effort a porté sur l'entretien des outils et leur amélioration, qu'il s'agisse des bases de données ou des modèles, toujours avec l'ambition de produire des biens publics utiles pour l'évaluation des politiques publiques relevant du champ d'investigation du Centre. Cet effort a pour conséquence une demande toujours croissante d'évaluation de scénarios de politiques publiques provenant des administrations concernées, des ministères ou du Conseil d'Analyse Economique.

Que peut-on retenir de cet ensemble de travaux ? Tout d'abord que l'analyse des questions de libre-échange, de ses impacts, de la cohérence avec les autres objectifs de politique économique, des politiques optimales en présence de distorsions, ne se résume pas à quelques mécanismes simples. Les analyses menées doivent être à la fois globales et détaillées, ce qui ne va pas de soi en termes de mise en œuvre. Le deuxième enseignement est que les impacts contrastés du libre-échange – mais aussi des politiques protectionnistes – ont une nécessaire traduction politique : le libre-échange sans redistribution conduit au protectionnisme, lequel peut entraîner des effets redistributifs inattendus, à rebours de l'intuition. Le troisième enseignement est que des mesures de restriction aux échanges peuvent être envisagées en présence de fortes distorsions de concurrence ou lorsque l'objectif de stabilité d'une coalition de pays menant une politique environnementale ambitieuse est en cause.

Au final, le CEPIL a pour ambition, à travers les travaux de ce programme, de démontrer qu'il était possible d'articuler rigueur scientifique, intérêt pour la politique économique et réponses aux questionnements de la société civile.

Analyse du commerce international

Ce programme scientifique propose des analyses de la structure du commerce international et des spécialisations des pays, mais aussi des études sur les déterminants et les conséquences de l'exposition des entreprises et des salariés à un environnement ouvert à la concurrence internationale.

Comme chaque année, l'équipe a consacré un effort important au développement et à la mise à jour des bases de données sur le commerce. Ces bases de données ont aussi bien vocation à alimenter les travaux de recherche qu'à être une source

d'information et de pédagogie sur l'insertion internationale des économies.

Trois grands thèmes ont structuré les travaux de recherche du programme cette année. Le premier s'intéresse à l'activité des entreprises multinationales et à l'analyse des chaînes internationales de valeur. La mesure des activités des multinationales dans les flux de balances courantes a permis d'éclairer les flux de revenus qu'elles génèrent en faveur des pays riches et le rôle des paradis fiscaux dans leurs circuits de financement. L'étude des stratégies de localisation dans le secteur automobile illustre les déterminants des décisions de localisation des activités d'assemblage selon les modèles considérés et les avantages comparatifs des pays. Enfin, un projet analyse la résilience des réseaux de sous-traitance internationaux suite aux inondations en Thaïlande par le prisme des entreprises importatrices françaises.

L'impact du commerce international sur les économies domestiques constitue une seconde thématique structurante du programme. Plusieurs travaux ont été réalisés sur l'impact de l'agglomération de l'activité sur l'appariement sur le marché du travail, l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée ou l'impact de la mondialisation sur le marché du travail français. Un projet a notamment permis de mesurer les conséquences de l'ouverture commerciale sur la volatilité de l'emploi des travailleurs qualifiés et non qualifiés.

Enfin, le troisième axe de recherche visait à mieux appréhender l'évolution de la nature des échanges, par l'analyse des types de commerce ou de l'influence de la fiscalité sur les décisions d'importation de service et les prêts intra-groupes.

Les programmes scientifiques

Programme



Macroéconomie et finance
internationales

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

DOCUMENTER LA DYNAMIQUE FINANCIÈRE

Résilience et soutenabilité du système financier : une approche en écosystème

Étienne Espagne, Michel Aglietta, Philippe Ratouis

La recherche sur les écosystèmes en biologie et la théorie de l'information fournissent des outils particulièrement adaptés pour représenter la complexité des liens entre institutions financières et la possibilité de surgissement de non-linéarités, d'effets de seuils, une fois une certaine « fenêtre de résilience » dépassée.

Incertitude asymétrique et crises financières

Stéphane Lhuissier, Fabien Tripier

Initialement centré sur la distinction entre les événements extrêmes favorables et défavorables à l'origine de l'incertitude, l'étude a été réorientée sur les différentes sources d'incertitude politique, financière et macroéconomique. Une synthèse de la littérature a été réalisée sur les différentes façons de mesurer les fluctuations de l'incertitude et d'identifier ses effets sur l'activité macroéconomique. Cette synthèse a donné lieu à la publication d'un *Policy Brief* mettant en avant les implications de politique économique pour les décideurs publics. Au-delà de leur responsabilité directe vis-à-vis de l'incertitude politique et financière (à travers la régulation prudentielle), il est notamment souligné que les effets de leurs décisions seront fortement conditionnés par le degré d'incertitude dans l'économie. En parallèle, un travail statistique a été réalisé pour construire un indicateur synthétique de l'incertitude couvrant l'ensemble de ces aspects (politique, financier, et macroéconomique). L'intérêt de cet indicateur est de synthétiser à partir d'un indicateur unique la composante commune aux différentes sources d'incertitude ainsi que leurs effets sur l'activité économique et financière. Au final, il apparaît que les fluctuations de l'incertitude expliquent autour de 20 % des variations cycliques des séries économiques et financières étudiées.

RÉFÉRENCE(S)

"Le SMI est les biens communs environnementaux ; nature et monnaie: organiser ensemble deux communs mondiaux", pour les *Annales des Mines*, Série responsabilité et environnement, à paraître en octobre 2018.

RÉFÉRENCE(S)

"Uncertainty and the Macroeconomy: Evidence from an Uncertainty Composite Indicator", A. Charles, O. Darné, F. Tripier, *Document de travail CEPII*, N° 2017-25, décembre 2017.

"Uncertainty Fluctuations: Measures, Effects and Macroeconomic Policy Challenges", L. Ferrara, S. Lhuissier, F. Tripier, *CEPII Policy Brief*, N° 20, décembre 2017.

"Uncertainty and the Macroeconomy: Evidence from an Uncertainty Composite Indicator", A. Charles, O. Darné, F. Tripier, *Applied Economics*, Vol. 10(50), p. 1093-1107, 2018.

RÉFÉRENCE(S)

"Banks in Tax Havens: First Evidence Based on Country-by-Country Reporting",
V. Bouvatier, G. Capelle-Blancard, A-L. Delatte,
Document de travail CEPII,
N° 2017-16, septembre 2017.

"Les paradis fiscaux, des paradis pas du tout artificiels",
A-L. Delatte,
In *L'économie mondiale 2018*,
La Découverte, p. 41-54,
septembre 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"Banks' Leverage Procyclicality: Does Currency Diversification Matter?",
J. Pedrono, A. Violon,
Document de Travail CEPII,
N° 2017-09, juin 2017.

"Pro-cyclicité des bilans bancaires : quels sont les effets des activités en devises ?",
J. Pedrono,
La Lettre du CEPII,
N° 376, avril 2017

MÉCANISMES DE TRANSMISSION DES CHOCS

Rapatriement de bénéfices et arbitrage réglementaire dans l'activité des banques européennes à l'étranger

Anne-Laure Delatte, Vincent Bouvatier, Gunther Capelle-Blancard

La mise à disposition publique de données sur l'activité commerciale étrangère des banques européennes est la principale motivation de ce travail : le détail pays par pays permet d'explorer la présence commerciale des banques européennes dans les paradis fiscaux et centres offshore.

Les résultats principaux sont que les banques européennes développent une activité commerciale dans les paradis fiscaux, 2,5 fois supérieure à l'activité prédite par un modèle de gravité. Il y a aussi une forte hétérogénéité parmi les paradis fiscaux : par exemple, le Luxembourg attire onze fois plus d'activité qu'il ne le ferait s'il n'était pas un paradis fiscal.

Stabilité bancaire : quand la dénomination monétaire impacte la pro-cyclicité du ratio de levier

Justine Pedrono, Aurélien Violon

Des études récentes ont montré que la pro-cyclicité du ratio de levier bancaire pouvait changer selon les zones géographiques, suggérant ainsi que l'exposition au cycle financier serait plus importante aux États-Unis qu'en Europe. Cette divergence peut s'expliquer par la diversification internationale des banques impliquant différents risques de crédit, mais également, des effets de taux de change compte tenu de la dénomination en devises des actifs bancaires. Ces derniers sont particulièrement importants pour les banques européennes et françaises dont une partie du bilan est libellée en devises. Ce travail fournit des statistiques descriptives en utilisant des données confidentielles sur les établissements de crédits présents sur le territoire français entre 1999 et 2015. L'analyse se poursuit par une étude empirique qui permet d'identifier les effets de la diversification sur la pro-cyclicité du ratio de levier en isolant l'effet taux de change. Avoir une meilleure compréhension de la dynamique du ratio de levier peut enrichir le débat actuel sur la régulation bancaire.

Transmission des variations de change aux prix, politique monétaire et intégration commerciale

Valérie Mignon, Antonia Lopez-Villavicencio

Cet article évalue la façon dont les variations du taux de change se transmettent aux prix à l'importation (*exchange rate pass-through*, ERPT) dans trois pays de la zone euro. Les prix à l'importation étant un canal central par lequel les variations de change influencent les prix intérieurs et, par conséquent, l'inflation et la production, estimer le degré d'ERPT est une question clé au sein d'une union monétaire. Une même variation du taux de change de l'euro peut affecter différemment les pays de la zone, en fonction de leur degré d'ouverture au commerce. Cet article traite de cette question en évaluant l'impact de l'intégration commerciale sur la transmission des variations de change aux prix à l'importation pour la Belgique, la France et l'Allemagne, trois pays caractérisés par divers degrés d'ouverture.

À cette fin, divers indicateurs d'intégration commerciale sont considérés, reposant sur des données agrégées (c'est-à-dire au niveau des pays) et désagrégées (c'est-à-dire au niveau des biens) sur la période 1992-2016. Les résultats montrent que la mondialisation joue un rôle limité dans l'explication de l'ERPT au niveau agrégé des pays. La principale exception est l'Allemagne, pour laquelle l'augmentation du degré d'ouverture et le commerce intra-industrie tendent à accroître le niveau de l'ERPT. L'ouverture commerciale de l'Allemagne s'est en effet accrue au cours de la période étudiée, renforçant la concurrence avec une hausse de la part des produits étrangers sur le marché, accentuant à son tour l'ERPT. Au niveau sectoriel, une plus forte ouverture commerciale ou des tarifs commerciaux plus bas tendent à accroître l'ERPT dans certains secteurs, mais les résultats restent relativement épars. Cependant, la régionalisation, définie comme une proportion plus élevée de la part des importations intracommunautaires dans les importations totales, réduit l'ERPT de manière plus généralisée. Plus important encore, l'article montre que le caractère incomplet de l'ERPT généralement observé dans la littérature n'est qu'apparent au sens où il disparaît lorsque le commerce intra-UE est pris en compte.

Dans l'ensemble, ce travail met en évidence que les variations de taux de change exercent encore une pression importante sur les prix intérieurs.

RÉFÉRENCE(S)

"On the Seemingly Incompleteness of Exchange Rate Pass-through to Import Prices: Do Globalization and/or Regional Trade Matter?", A. Lopez-Villavicencio, V. Mignon, *Document de travail CEPII*, N° 2017-08, juin 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"On the Current Account - Biofuels Link in Emerging and Developing Countries: Do Oil Price Fluctuations Matter?", G. Gomes, E. Hache, V. Mignon, A. Paris, *Document de travail CEPII*, N° 2017-07, mai 2017.

"On the Current Account - Biofuels Link in Emerging and Developing Countries: Do Oil Price Fluctuations Matter?", G. Gomes, E. Hache, V. Mignon, A. Paris, *Energy Policy*, à paraître.

Effets macroéconomiques des fluctuations des prix du pétrole et des biocarburants sur les pays en développement et émergents

Valérie Mignon, Gabriel Gomes, Emmanuel Hache, Anthony Paris

Au cours des deux dernières décennies, l'intégration des énergies renouvelables dans le mix électrique et dans le secteur des transports est devenue une préoccupation majeure pour les économies développées ainsi que pour les pays en développement et émergents. De nombreux pays développés encouragent ainsi l'utilisation de biocarburants, conduisant à une forte augmentation de leur production depuis le milieu des années 2000. Les biocarburants de première génération étant produits avec des matières premières agricoles (graisses animales, amidon, sucre et huile végétale), cette dynamique s'est également accompagnée d'une augmentation du prix de ces matières premières.

Cette hausse des prix des produits agricoles exerce des effets macroéconomiques importants, notamment sur les balances courantes des pays émergents et en développement. Ce travail s'intéresse à cette question en examinant l'impact des prix des biocarburants sur le solde courant d'un panel de 16 pays en développement et émergents, ainsi que l'effet potentiellement non linéaire exercé par le prix du pétrole sur une telle relation. Pour un pays exportateur (importateur) de produits agricoles utilisés dans la production de biocarburants mais importateur (exportateur) de pétrole brut, un prix élevé du pétrole pourrait renforcer (atténuer) l'effet des prix des biocarburants sur le solde courant via le lien entre le pétrole et les prix agricoles. Cependant, un prix élevé du pétrole pourrait avoir une incidence négative sur l'effet du prix du biocarburant, en augmentant les dépenses d'importation en pétrole brut.

Recourant à l'estimation de modèles de régression à transition lisse sur la période 2000-2014, les résultats obtenus montrent que l'impact des prix des biocarburants sur le solde courant est positif pour les pays producteurs et exportateurs de produits agricoles lorsque le prix du pétrole se situe en-dessous d'un certain seuil. Au-delà de ce seuil, les fluctuations du prix des biocarburants n'affectent plus le solde courant. Ces résultats montrent qu'une augmentation du prix du pétrole exerce un effet négatif sur la balance commerciale des pays exportateurs de matières premières qui sont également importateurs de pétrole, amortissant ainsi l'impact du prix des biocarburants sur le solde courant.

Au total, les résultats mettent en avant l'importance de tenir compte de l'effet du prix du pétrole dans la conception de politiques visant à promouvoir l'utilisation des biocarburants. En particulier, si

l'augmentation du prix des biocarburants est bénéfique pour les pays exportateurs de matières premières dans un régime de bas prix du pétrole, tel n'est plus le cas dans les phases de prix élevé du pétrole. En référence au débat « food versus fuel », une forte hausse du prix des biocarburants, conjuguée à une vive augmentation du prix du pétrole, est susceptible d'avoir des effets néfastes sur l'économie des pays exportateurs de produits agricoles.

Les banques dans la transmission du cycle financier global aux économies émergentes

Stéphane Lhuissier, Justine Pedrono, Fabien Tripier

Le projet porte sur le rôle du secteur bancaire dans la transmission du cycle financier global aux économies émergentes. Un travail important de modélisation théorique a été réalisé afin d'intégrer les contraintes dites de « Value-at-Risk » (pour risque potentiel) pesant sur les banques dans la modélisation en équilibre général du cycle des petites économies ouvertes. L'enjeu est de dépasser la modélisation couramment retenue dans la littérature, fondée sur les contraintes de collatéral, où le taux d'endettement des banques est contra-cyclique contrairement aux observations empiriques. En effet, les données rassemblées dans le cadre de ce projet pour les pays émergents confirment que, comme cela a été observé dans les pays avancés, les banques réduisent leur endettement en phase de récession et l'augmentent en phase d'expansion. Ce travail théorique étant achevé, une base de données macroéconomiques et financières est en cours de constitution documentant les flux d'endettement internationaux des banques des pays émergents. Cette base de données servira à l'estimation du modèle théorique développé. Un document de travail est attendu pour 2018.

Intégration financière internationale, diversification monétaire et stabilité bancaire

Justine Pedrono

En suivant l'objectif Bâle III pour des banques et un système bancaire plus résistant aux chocs, ce travail tente de définir un niveau optimal de diversification monétaire permettant d'améliorer la stabilité bancaire. En utilisant la volatilité du capital comme mesure de la stabilité bancaire, nous intégrons dans cette mesure chaque élément du bilan bancaire auquel s'ajoute le taux de change. Ainsi, nous pouvons décomposer la volatilité du capital en fonction de chaque risque qu'implique une intégration financière internationale, dont notamment, le risque de change. Cet outil d'analyse nous

RÉFÉRENCE(S)

"Banking Leverage Procyclicality:
a Theoretical Model Introducing
Currency Diversification",
J. Pedrono,
Document de travail CEPII,
N° 2017-06, avril 2017

permet également d'identifier de nouvelles stratégies de couverture du risque tout en intégrant l'environnement Bâle III. En utilisant des données financières se rattachant aux marchés de la zone euro et des États-Unis, nous pouvons déterminer empiriquement le niveau optimal de diversification monétaire entre euro et dollar compte tenu de la décomposition du capital.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ET ALLOCATION DES RESSOURCES

RÉFÉRENCE(S)

"Finance, crises et croissance",
T. Grjebine, F. Tripier,
Revue d'économie financière,
Vol. 3(127), p.121-134, 2017.

La finance peut-elle devenir un handicap pour la productivité ? Une analyse sur données macroéconomiques en longue période

Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Sophie Piton, Fabien Tripier

Si les crises financières sont souvent précédées par des booms du crédit, tous les booms du crédit n'aboutissent pas à une crise, suggérant l'existence de « bons » et de « mauvais » booms du crédit. L'objectif du projet est d'étudier dans quelle mesure l'analyse de la dynamique de la productivité permet de mieux caractériser ces booms du crédit. L'évolution de la productivité pendant un boom du crédit joue-t-elle un rôle déterminant dans la survenance d'une crise financière ?

Une base de données a été constituée rassemblant des données historiques – macroéconomiques et financières – pour un grand nombre de pays avancés de 1870 à nos jours. L'exploitation de cette base a permis de démontrer qu'effectivement le risque de crise financière induit par le développement du crédit est amplifié dans un contexte de faibles gains de productivité. À l'inverse, dans des périodes de forts gains de productivité, le développement du crédit a un effet moindre sur le risque de crise financière. Les travaux se poursuivent actuellement pour compléter les séries de productivité par des indicateurs d'innovation technologiques afin de préciser le mécanisme économique sous-jacent à ces premières conclusions empiriques. L'objectif serait d'aboutir ainsi à une typologie des booms du crédit selon qu'ils financent ou non une accélération de la productivité, et en déduire des implications sur le risque financier qu'ils induisent. Parallèlement à ce travail empirique, un travail de synthèse de la littérature a été publié sur les liens entre finance, cycles et croissance.

Intégration économique et dynamique du secteur abrité

Sophie Piton

Depuis l'introduction de l'euro, les déséquilibres macroéconomiques se sont creusés entre États membres. Ce projet pose la question de savoir dans quelle mesure l'intégration économique elle-même a pu entraîner cette divergence.

Un premier article étudie dans quelle mesure la convergence des taux d'intérêt nominaux a contribué à la divergence du prix des biens non échangeables – et par là-même à la divergence de l'inflation – en zone euro. Après avoir fourni quelques intuitions théoriques, une nouvelle base de données est construite qui permet de bien identifier le secteur échangeable – un secteur qui inclut de plus en plus de services. L'utilisation de ces données permet de tester une relation de long terme entre taux d'intérêt et prix relatif pour plusieurs pays de la zone euro depuis le milieu des années 1990. Il en résulte que la dynamique des taux d'intérêt affecte de façon significative l'évolution des prix des biens non échangeables dans la zone. En Grèce, la baisse du taux d'intérêt avant la crise financière globale pourrait expliquer près de la moitié de l'augmentation des prix des biens non échangeables par rapport à la moyenne de la zone ; en Allemagne, l'augmentation du taux d'intérêt pourrait expliquer 7 % de la diminution du prix des biens non échangeables par rapport à la moyenne de la zone.

Un deuxième papier étudie les coûts salariaux unitaires (CSU) : ces derniers ont augmenté bien plus rapidement dans les pays de la « périphérie » relativement aux pays du « centre » de la zone. Comment expliquer cette divergence, est-ce le résultat de politiques fiscales laxistes ou la conséquence de l'intégration économique ? Un cadre théorique est construit qui permet de décomposer la croissance des CSU en différents effets de l'intégration économique et de l'intervention publique. À partir des nouvelles données –complétées pour obtenir des estimations non biaisées de la productivité, la contribution de chaque effet à la dynamique des CSU est quantifiée pour plusieurs pays de la zone euro. Les résultats montrent que l'intégration commerciale et financière est un des moteurs importants de cette divergence des CSU. Du milieu des années 1990 jusqu'à la crise financière globale, en Grèce et au Portugal par exemple, l'intégration commerciale et financière explique jusqu'à 20 % de l'augmentation des CSU par rapport aux pays du centre. Au contraire, les dépenses publiques ne jouent qu'un rôle négligeable.

RÉFÉRENCE(S)

"A European Disease? Nontradable Inflation and Real Interest Rate Divergence in Europe",
S. Piton,
Cesifo Economic Studies,
N° 63(2), février 2017.

"Economic Integration and the Non-tradable Sector: the European Experience", .
S. Piton,
Document de Travail CEPII,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"EQCHANGE: A World Database on Actual and Equilibrium Effective Exchange Rates",
C. Couharde, A.-L. Delatte,
C. Grekou, V. Mignon, F. Morvillier,
Document de travail CEPII,
N° 2017-14, juillet 2017.

"Sur- et sous-évaluations de
change en zone euro : vers
une correction soutenable des
déséquilibres ?",
C. Couharde, A.-L. Delatte,
C. Grekou, V. Mignon, F. Morvillier,
La Lettre du CEPII,
N° 375, mars 2017.

"Baisse du dollar : tous perdants
au sein de la zone euro ?",
C. Couharde, A.-L. Delatte,
C. Grekou, V. Mignon, F. Morvillier,
La Lettre du CEPII,
N° 381, octobre 2017

Construction d'une base de données sur les taux de change effectifs réels d'équilibre

Anne-Laure Delatte, Valérie Mignon, Cécile Couharde, Carl Grekou, Florian Morvillier

L'accentuation et la persistance des déséquilibres de comptes courants au niveau international, c'est-à-dire les déséquilibres globaux, ont replacé la question des distorsions de change réel au cœur des débats internationaux. Quels sont les ajustements de taux de change nécessaires pour corriger les déséquilibres ? Comment évaluer si une monnaie présente un mésalignement, c'est-à-dire si elle est sous-évaluée ou surévaluée eu égard aux fondamentaux économiques ? En raison du rôle clé joué par les mésalignements de change tant au niveau académique que d'un point de vue de politique économique, plusieurs institutions publient divers indicateurs s'appuyant sur des mesures plus ou moins sophistiquées.

Ce projet s'inscrit dans ce cadre et consiste en la création d'une nouvelle base de données du CEPII, la base EQCHANGE sur les taux de change effectifs. EQCHANGE comprend deux sous-bases contenant des données sur (i) les taux de change effectifs nominaux et réels, et (ii) les taux de change effectifs réels d'équilibre et les mésalignements de change correspondants pour les pays avancés, émergents et en développement.

Plus précisément, la première sous-base de données fournit des taux de change effectifs pour 187 pays, calculés selon trois systèmes de pondération et pour deux groupes de partenaires commerciaux (186 et les 30 premiers partenaires) sur la période 1973-2016. La deuxième sous-base de données fournit des estimations du taux d'échange d'équilibre comportemental (BEER) et des mésalignements de change correspondants pour 182 économies au cours de la période 1973-2016.

L'article décrit de façon détaillée la construction des deux ensembles de données. Il propose également une illustration de certaines utilisations possibles de la base EQCHANGE en présentant les résultats relatifs à l'évolution et aux principales caractéristiques des mésalignements de change dans le monde de 2015 à 2016.

En offrant des indicateurs publiquement disponibles de taux de change d'équilibre, EQCHANGE vise à contribuer aux débats clés en macroéconomie internationale.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Gouvernance en période anti-globalisation

Anne-Laure Delatte, Jeremy Adelman

Il s'agit de prolonger un travail de collaboration entamé avec Jérémy Adelman en 2014 et qui s'est traduit par une série d'articles sur la mondialisation et ses interdépendances mêlant histoire, économie et sciences politiques. En 2017, nous avons mené une réflexion sur la montée des populismes et le repli nationaliste au sein de la mondialisation.

RÉFÉRENCE(S)

"A More Dangerous Globalism",
J. Adelman, A-L. Delatte,
Project Syndicate,
23 mars 2017.

Gouvernance financière et monétaire

Christophe Destais

Ce thème de travail a donné lieu à deux déclinaisons .

- un *Policy Brief* sur le thème des dettes publiques contingentes :

RÉFÉRENCE(S)

"Are State-Contingent Sovereign
Bonds the Solution to Avoid
Government Debt Crisis?",
C. Destais,
CEPII Policy Brief,
N° 19, novembre 2017.

L'idée que les emprunteurs souverains peuvent émettre de nouvelles dettes, dont le service est contingent à la croissance du PIB (obligations liées au PIB, en anglais GDP linked-bonds) a été de plus en plus discutée ces dernières années. Certaines banques centrales (Angleterre, Canada et, récemment, Allemagne et France) ont lancé une réflexion à ce sujet. Le FMI y a participé à ce débat avec une extrême prudence. Le G20 a évoqué la question dans son dernier communiqué de Hambourg, mais s'est abstenu de prendre position.

De fait, le recours à des obligations liées au PIB offrirait de nombreux avantages : (i) La réduction du service de la dette en cas de croissance faible ou négative atténuerait significativement les risques de défaillance et de crises financières associées, (ii) La nécessité de procéder à des baisses importantes de dépenses à un moment inopportun, afin de maintenir l'accès aux marchés financiers serait atténuée. Des marges de manœuvres financières pourraient même être dégagées au moment le plus crucial. (iii) Les obligations liées au PIB rendraient également les investisseurs plus responsables quand il s'agit de prêter de l'argent à un souverain. (iv) les investisseurs connaîtraient à l'avance les conditions de la restructuration de leur créance en cas de difficultés du débiteur. (v) Le caractère anticyclique des obligations liées au PIB et le fait qu'elles allègeraient le coût économique d'une restructuration de la dette les rendraient également bénéfiques pour la stabilité financière et l'économie en général.

Ces avantages justifieraient qu'une initiative politique globale visant à promouvoir l'idée et à initier le marché soit prise.

Cependant, de nombreux problèmes restent non résolus (prix, conception, cadre institutionnel...). La courbe d'apprentissage de ce nouveau produit financier pourrait donc justifier une approche prudente et expérimentale, même si le développement rapide d'un important marché d'obligations souveraines contingentes PIB aurait de nombreux avantages notamment en termes de liquidité et d'arbitrage.

- une série de billets de blog sur le risque d'éclatement puis la réforme de la zone Euro.

Le billet sur le risque associé à une éventuelle sortie de la zone Euro de la France visait à clarifier, dans le contexte de la campagne présidentielle, la faculté de redénomination unilatérale des dettes. Les billets sur la réforme de la zone Euro visaient à souligner comment le caractère idiosyncratique des conceptions monétaires allemandes pèsera sur le débat et rendra la recherche d'un compromis difficile.

RÉFÉRENCE(S)

Macroéconomie financière,
M. Aglietta, N. Valla,
La Découverte, 6^e éd.

L'avenir de la monnaie : mobilisation du *blockchain* par les banques centrales

Michel Aglietta

Il s'agit du prolongement du programme de recherche sur la monnaie. Le projet s'inscrit dans la logique de transformation des systèmes monétaires étudiés dans une perspective théorique et historique. Cela a donné lieu à une mise à jour des chapitres sur la monnaie et la politique monétaire dans l'ouvrage « Macroéconomie Financière ».

RÉFÉRENCE(S)

"Finance Climat: le temps de l'action. Sept propositions pour la France et l'Europe",
É. Espagne, B. Perrissin Fabert,
Note pour Terra Nova.

"Monnaie carbone et finance pour le climat",
M. Aglietta, L. de Fossé,
É. Espagne, A. Pottier,
Chap. 8 du rapport collectif pour la CDC *Transformer le régime de croissance*.

Risque systémique climatique

Michel Aglietta, Etienne Espagne, Baptiste Perrissin Fabert

Ce projet traite du risque systémique climatique et de ses réponses financières et macroéconomiques. Il s'agit d'examiner les liens entre risque climatique et risque financier dont les conséquences sur l'évaluation des actifs, la réglementation, l'innovation financière, sont susceptibles de transformer les systèmes financiers.

PROJETS HORS PROGRAMME

Mésalignements de change et croissance économique : le canal de la dette en devises

Carl Grekou

L'axe central autour duquel s'articule ce projet est celui de l'analyse des effets sur la croissance des mésalignements de change dans les économies émergentes et les pays en développement. Au-delà du mécanisme de transmission "classique" exercé par les mésalignements via l'ajustement des prix relatifs, nous nous intéressons plus particulièrement à un autre mécanisme de nature plus financière transitant par des effets de valorisation sur la dette libellée en monnaies étrangères et dont les conséquences ont été moins étudiées.

En effet, à ce jour, l'accent a surtout été porté sur le canal de transmission classique transitant par la compétitivité-prix et l'ajustement de la balance commerciale : une sous-évaluation (resp. surévaluation) de la monnaie entraîne un gain (une perte) de compétitivité-prix qui aura pour conséquence d'améliorer (resp. de détériorer) la croissance via un accroissement (resp. une réduction) du volume des exportations.

Dans les pays en développement — et dans une moindre mesure dans les économies émergentes, ce canal peut jouer un rôle important dans la mesure où les secteurs d'exportation constituent généralement la principale source de devises étrangères et sont surtout pourvoyeurs de recettes publiques. Toutefois, pour ces pays, un autre canal de transmission tout aussi important transitant par les stocks de dettes libellées en devises peut également être à l'œuvre. L'existence de ce canal financier passant par des effets de valorisation peut en effet avoir des conséquences économiques importantes, plus particulièrement sur la croissance. Dans le cas d'une forte exposition au risque de change, l'effet exercé par une sous-évaluation sur la croissance peut être ambigu : positif via les gains de compétitivité-prix qu'elle induit; mais également négatif via l'augmentation de la dette libellée en devises qu'elle entraîne. Or, une des fragilités des pays en développement et de certains pays émergents tient à leur incapacité à émettre dans leur propre monnaie sur les marchés internationaux, ce qui les conduit à accumuler des dettes en devises. L'existence d'importants stocks de dettes en devises — en raison de ce phénomène qualifié de "péché originel" expose ces pays à un risque de change, qui peut être d'une ampleur considérable.

Les résultats de l'analyse, basés sur un panel de 70 pays en développement et économies émergentes, tendent à confirmer l'existence de ce canal de la dette libellée en devises. Toutefois, ce dernier, comme attendu, est nettement plus fort pour les économies en développement. Cependant, les résultats tendent également à montrer que les effets associés à ce canal de la dette sont présents uniquement en régime de sous-évaluations. Enfin, nous montrons le rôle clé joué par le régime de change dans la diffusion des effets de valorisation qui sous-tendent ce canal. Un document de travail sera publié en 2018.

Mésalignements de change, régimes de change et ajustement des économies

Carl Grekou

Ce projet porte sur l'analyse du lien entre les régimes de change et la capacité d'ajustement du taux de change, sous l'angle des mésalignements de change. De façon plus précise, la question à laquelle nous nous intéressons est la suivante : le choix du régime de change influe-t-il ex ante sur les mésalignements de change ? Autrement dit, le choix du régime de change est-il déterminant dans la capacité des économies à atteindre leurs équilibres macroéconomiques ? Les mésalignements reflétant l'ampleur des déséquilibres externes et internes, ils constituent un indicateur de choix pour analyser les capacités d'ajustement des économies. L'analyse de la performance des régimes de change sous l'angle des mésalignements n'a cependant pas réellement fait l'objet d'une attention particulière dans la littérature, celle-ci se focalisant plutôt sur les mésalignements de change comme indicateurs potentiels de crises et de changements de régime monétaire. Par ailleurs, les rares travaux s'intéressant aux niveaux de mésalignements associés aux régimes de change souffrent de certaines insuffisances (notamment l'absence de tests de robustesse) qui laissent planer un doute sur la validité de leurs résultats et ainsi les recommandations qui en découlent.

Aussi, dans ce projet, nous analysons les niveaux de mésalignements de change selon les régimes de change, en tenant compte d'un certain nombre de biais inhérents à ce type d'analyse — tels que les discordances entre les classifications de facto, l'endogénéité du régime de change et la sensibilité à l'échantillon de pays. Notre analyse, basée sur un panel de 73 pays émergents et en développement et mobilisant diverses classifications ne parvient pas cependant à établir de façon robuste l'existence

d'un lien entre le régime de change et les mésalignements de change. Les performances des régimes de change en termes de mésalignements dépendent, en effet, de la classification utilisée. Plus particulièrement, nous montrons que pour discriminer les régimes de change sur la base des mésalignements de change, il est important de les différencier sur la base de leur cohérence avec les politiques macroéconomiques sous-jacentes. Les mésalignements de change n'apparaissent pas relever de l'arbitrage entre régimes fixes et flexibles, ni de l'utilisation des réserves de change —qui ne capturent pas de façon adéquate les interventions sur le marché des changes, mais sont principalement le résultat de régimes de change dysfonctionnants.

Le financement obligataire comme facteur de reprise

Thomas Grjebine, Fabien Tripier

Après la crise de 2008-2009, la reprise aux États-Unis a été plus rapide que la reprise dans la zone euro. L'économie américaine pourrait avoir retrouvé plus rapidement le chemin de la croissance grâce à son système financier qui lui a permis de substituer du financement obligataire au financement bancaire. À l'inverse, le modèle européen a pu être remis en cause car reposant trop exclusivement sur les banques. Le choix entre instruments d'endettement importerait-il dans les reprises économiques ?

Pour répondre à cette question, ce projet examine l'évolution de la structure de la dette des entreprises au cours du cycle économique pour 81 récessions dans vingt-cinq économies sur la période 1989-2013. L'augmentation du financement obligataire dans la dette totale des entreprises n'est pas spécifique à la Grande Récession aux États-Unis mais représente une caractéristique régulière du cycle économique. Durant les phases de reprise économique, les entreprises substituent du financement obligataire au financement bancaire. De plus, il apparaît que les économies caractérisées par une part élevée des obligations et une forte substitution entre obligations et prêts connaissent des reprises économiques plus rapides. La substitution de la dette obligataire aux prêts bancaires qui s'opère en période de reprise semble témoigner de la difficulté des banques à satisfaire la demande de crédit des entreprises. Ces analyses peuvent contribuer aux réflexions sur l'évolution du système financier européen actuellement menées au sein des institutions européennes (projet d'Union des Marchés des Capitaux).

RÉFÉRENCE(S)

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries",
T. Grjebine, F. Tripier,
U. Szczerbowicz,
European Economic Review,
Vol. 101, p. 77-100, octobre 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"Property Tax Shocks and Macroeconomics",
F. Geerolf, T. Grjebine,
CEPII Working Paper,
N° 2018-03, mars 2018

L'impact macroéconomique des chocs fiscaux : une estimation via les taxes foncières

Thomas Grjebine, François Geerolf

Quels sont les effets d'une baisse ou d'une hausse d'impôt sur l'activité ? Par quels canaux les changements fiscaux ont-ils un effet sur l'activité ? Il existe de façon surprenante peu de consensus sur les impacts macroéconomiques des changements de taxe. Les changements fiscaux affectent en même temps l'offre, c'est-à-dire les incitations des agents, et la demande, et il est difficile empiriquement de dissocier ces deux effets. Il est également très difficile d'évaluer correctement les effets des politiques fiscales au niveau macroéconomique, en particulier parce que l'activité économique influence les recettes fiscales autant que ces dernières influencent l'activité. L'approche narrative est la méthodologie privilégiée dans les études récentes pour identifier les conséquences macroéconomiques des chocs fiscaux. Elle consiste à répertorier les changements fiscaux intervenus dans un pays donné afin de déterminer s'ils s'expliquent par le contexte économique de l'époque ou s'ils sont exogènes, c'est-à-dire indépendants de ce dernier. De telles études ont été menées essentiellement pour les États-Unis et le Royaume-Uni.

Ce projet permet d'apporter un nouvel éclairage sur les conséquences macroéconomiques des chocs fiscaux via les taxes foncières. Les caractéristiques de cette taxe permettent en effet d'identifier les multiplicateurs fiscaux pour un grand nombre de pays avancés et de dissocier les effets d'offre et de demande en montrant l'importance du canal de la demande. Une baisse de taxe foncière aboutit une hausse forte du PIB, avec un multiplicateur fiscal élevé proche de 3. Ce projet jette également un nouvel éclairage sur les effets macroéconomiques associés aux variations des prix immobiliers, en particulier les "effets de richesse" sur la consommation et de "collatéral" sur l'investissement, et suggère qu'une partie de ces effets pourrait venir directement de changements fiscaux, ou d'autres politiques publiques ayant trait à l'immobilier. Ce projet est l'aboutissement d'un travail préalable de création d'une base de données qui répertorie les principaux changements de taxe foncière intervenus dans 20 pays avancés depuis 1970, et leurs motivations, ce qui a permis l'identification d'une centaine de chocs exogènes. Ce travail a été présenté en séminaire notamment au CEPII et à l'Université de Zurich.

Estimation des coûts du Frexit

Collectif

L'équipe MFI a mené un travail collectif sur les coûts du Frexit, en estimant les coûts d'une sortie de l'union monétaire pour la France sur l'équilibre courant français par secteur d'échange, puis en évaluant les effets de bilan pour les banques françaises. La base Eqchange a été utilisée pour calculer les mésalignements de change de la France avec le reste de ses partenaires commerciaux et financiers et pour ainsi établir des scénarii de variation de change en cas de sortie. Outre la Lettre mentionnée en référence, ce travail a fait l'objet de billets de blog et de reprises dans les médias.

RÉFÉRENCE(S)

"Sur- et sous-évaluations de change en zone euro : vers une correction soutenable des déséquilibres ?",
C. Couharde, A-L. Delatte,
C. Grekou, V. Mignon, F. Morvillier,
La Lettre du CEPII,
N° 375, mars 2017.

Programme



Migrations internationales

MIGRATIONS INTERNATIONALES

IMPACT DES MIGRATIONS SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL DANS LES PAYS D'ACCUEIL

L'ajustement des salaires suite à des chocs d'offre de travail

Anthony Edo

L'arrivée massive et rapide de réfugiés dans plusieurs régions du monde, ces dernières années, a ravivé l'intérêt des économistes sur les conséquences qu'un tel choc d'offre de travail peut avoir sur les salaires. Les résultats des études en la matière sont controversés, parfois même contradictoires. Ce travail contribue à ce débat en évaluant les effets du rapatriement d'Algérie de 1962 sur les conditions salariales des travailleurs de France métropolitaine. Cet épisode d'immigration massive et soudaine a entraîné une baisse des salaires dans les huit premières années. Puis les salaires se sont rétablis jusqu'à retrouver leur niveau initial 15 ans après. L'arrivée des rapatriés d'Algérie a également contribué à augmenter le nombre relatif de travailleurs qualifiés et contribué, de ce fait, à réduire durablement les inégalités salariales.

Les effets de l'immigration sur le marché du travail dans les pays européens

Anthony Edo, Hillel Rapoport, Lionel Ragot en collaboration avec Andreas Steinmayr

Ce projet résume et discute la littérature économique existante sur les effets de l'immigration sur les salaires et l'emploi, sur les finances publiques et sur les résultats électoraux des parties d'extrême droite en Europe. Il détaille les principales méthodologies utilisées ainsi que leurs limites et discute les résultats. La principale conclusion est que l'immigration n'affecte pas significativement les salaires, l'emploi et les finances publiques des pays d'accueil. En revanche, elle tend à accroître le vote en faveur de l'extrême droite.

RÉFÉRENCE(S)

"The Impact of Immigration on Wage Dynamics: Evidence from the Algerian Independence War",
A. Edo,
Document de travail CEPII,
N° 2017-13, juillet 2017.

"Migrations et salaires : le cas des rapatriés d'Algérie",
A. Edo,
La Lettre du CEPII,
N° 383, décembre 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"The Impact of Immigration in Receiving Countries: Insights from Recent Economic Research",
Edo, H. Rapoport, L. Ragot
en collaboration avec A. Steinmayr
(CESifo),
Econpol Policy Report,
To be published.

RÉFÉRENCE(S)

"L'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France : (I) une approche comptable",
L. Ragot en collaboration avec X. Chojnicki (Université de Lille), N-P. Sokhna (Université Paris Nanterre),
Document de travail CEPII, N° 2018-04.

"L'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France : (II) une approche dynamique",
L. Ragot en collaboration avec X. Chojnicki (Université de Lille), N-P. Sokhna (Université Paris Nanterre),
Document de travail CEPII, à paraître, *mimeo*.

Une approche dynamique de l'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France

Lionel Ragot en collaboration avec Xavier Chojnicki (Université de Lille) et Ndeye-Penda Sokhna (Université Paris Nanterre)

Ce projet s'inscrit dans le prolongement d'un travail précédent sur une approche comptable statique de l'évolution de l'impact budgétaire de l'immigration en France sur la période 1980-2011 se fondant sur l'enquête Budget de Famille de l'INSEE. Le travail des auteurs a permis de mettre en lumière une erreur dans l'enquête de 2011. Sa correction par l'INSEE en 2017 a permis de boucler le document de travail sur la partie statique, qui sera mis en ligne au premier trimestre 2018.

Les résultats montrent que l'impact budgétaire de l'immigration est relativement faible, compris entre $\pm 0,5$ % du PIB selon l'année considérée (fourchette réduite à $\pm 0,2$ % si on excepte 2011, l'année qui suit la crise de 2008).

L'approche comptable est complétée par une approche dynamique en équilibre général qui permet de prendre en compte tous les effets indirects du choc migratoire sur les finances publiques. Les profils par âge, niveau de qualification et origines (natifs, immigrés UE et immigrés pays tiers) des contributions versées et des prestations et transferts reçus, calculés dans le travail précédent, sont intégrées dans un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) dynamique pour réaliser une évaluation contrefactuelle : quel aurait été l'état des finances publiques en l'absence des flux migratoires ?

Une première version du modèle d'équilibre général calculable a été réalisée en 2017 et des premières simulations ont été réalisées. Le travail de calibration du modèle se poursuit.

LES INTERACTIONS ENTRE LES MIGRATIONS ET LES AUTRES PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES

Exploration du lien commerce – finance – migrations

Hillel Rapoport, Ariel Resheff en collaboration avec Amandine Aubry (Direction Générale du Trésor)

De nombreuses études récentes sur les liens entre migrations, commerce et investissement direct étranger ont démontré la complémentarité existant entre ces différentes composantes de la mondialisation. Toutefois, elles ont été étudiées « deux-à-deux » : migration et commerce, migration et IDE, commerce et IDE. Ce travail consiste à proposer un cadre analytique fondé sur une modélisation de l'impact des migrations sur le choix des modalités d'entrée sur les

RÉFÉRENCE(S)

"Migration, FDI and the Margins of Trade",
H. Rapoport, A. Resheff en collaboration avec A. Aubry (Direction Générale du Trésor),
mimeo.

marchés étrangers, commerce ou IDE, par des firmes dont les niveaux de productivité sont hétérogènes. Le modèle prédit notamment que l'immigration réduit les coûts fixes tant pour les IDE en provenance des pays d'origine des immigrants que pour l'entrée en production de biens à exporter à destination de ces mêmes pays d'origine, avec cependant des différences selon le type de paires de pays considérées. Ces prédictions théoriques sont testées en utilisant des données bilatérales de commerce, d'IDE et de migration. Une publication sous forme de *Document de travail CEPII* est prévue à l'été 2018.

IMPACT DES POLITIQUES MIGRATOIRES

Analyse économétrique de l'impact des politiques publiques spécifiques aux étudiants étrangers en France

Lionel Ragot en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg)

L'objet de ce projet est d'évaluer économétriquement l'impact de mesures de politiques publiques récentes sur les flux d'étudiants étrangers en France. Quatre mesures sont étudiées : (i) la mise en place de d'un guichet unique pour les jeunes d'une vingtaine de pays, de leur demande d'inscription dans une université française à la délivrance d'un titre de séjour, (ii) l'obligation imposée aux étudiants étrangers, à partir de 2006, d'obtenir un visa long séjour avec différentes conditions (ressources matérielles suffisantes, couverture sociale...), (iii) la suppression en 2007 de l'autorisation de travail pour exercer une activité professionnelle limitée et (iv) la possibilité ouverte depuis 2007 de délivrer aux titulaires d'un diplôme équivalent à Bac+5 une autorisation de séjour de 6 mois après expiration de leur titre étudiant pour recherche un emploi.

Une base de données des inscriptions par origine dans chaque université française a été constituée pour les années 1999-2016 (les dernières données n'ont pu être obtenues qu'en décembre 2017). Le travail économétrique sera achevé en 2018.

MIGRATION ET (DÉS)INTÉGRATION RÉGIONALE

Construction d'une base de données et d'indicateurs sur les dispositions des accords de libre-échange relatives à la mobilité des personnes

Camilo Umana Dajud, Thierry Mayer

Ce projet a consisté à construire une base de données des accords de libre-échange intégrant des dispositions qui facilitent la mobilité des

personnes entre les États signataires. Cinq indicateurs mesurent le degré de mobilité accordé par chaque traité. Le premier indicateur signale si un traité contient des dispositions pour faciliter l'entrée temporaire. Les deux indicateurs suivants qualifient cette première variable en précisant respectivement si les dispositions du traité sont juridiquement contraignantes et/ou si elles s'appliquent aux ressortissants des pays signataires en général ou à une catégorie de personnes restreinte (ex. entrepreneurs, travailleurs). Les deux dernières variables identifient les traités qui octroient une mobilité parfaite aux citoyens des États concernés ou à certaines catégories de personnes.

La base de données ainsi construite contient 280 traités dont 76 incluent des dispositions qui facilitent la mobilité des personnes. Les données confirment qu'un nombre croissant de ces dispositions a été intégré dans les traités mais en soulignent leur grande hétérogénéité. Cette base de données pourra être utilisée pour analyser, par exemple, l'effet de ces dispositions sur les échanges commerciaux et les flux migratoires.

La base de données sera publiée en même temps que l'étude ci-dessous.

Commerce, migrations et désintégration régionale

Camilo Umana Dajud, Thierry Mayer, Hillel Rapoport

Un nombre croissant d'études souligne que les mouvements internationaux de personnes, de courte durée tel que les voyages d'affaires, ou de long terme comme les migrations permanentes, augmentent le commerce international. Par ailleurs, la base de données, construite pour le projet précédent, montre que de nombreux accords de libre-échange incluent des clauses qui facilitent les déplacements des travailleurs et des entrepreneurs.

Cette étude vise, dans un premier temps, à estimer l'impact spécifique des dispositions relatives à la mobilité des personnes dans les accords de libre-échange sur les flux migratoires et les flux commerciaux. Dans un deuxième temps, ce projet a pour but d'utiliser les résultats de ces estimations pour étudier les conséquences possibles de la limitation de la mobilité des travailleurs, probable dans le cas du Brexit, entre le Royaume Uni et les autres membres de l'Union Européenne.

Les premiers résultats montrent que les clauses qui octroient une mobilité presque parfaite aux travailleurs ont un impact très élevé sur les flux commerciaux. Un document de travail sera publié en 2018.

PROJETS HORS PROGRAMME

L'effet de l'immigration sur les résultats électoraux*Anthony Edo*

Ce projet s'inscrit dans une littérature récente en économie qui interroge la relation entre mondialisation et résultats électoraux. Son objectif est l'étude des effets de l'immigration sur les comportements électoraux en France. L'un des enjeux majeurs est d'établir s'il existe un lien de causalité entre la présence immigrée au sein d'une localité et la propension des individus à voter pour tel ou tel partis politiques. Nos résultats indiquent que l'immigration augmente le succès électoral de partis d'extrême droite. Nous montrons que cet effet positif résulte surtout de la présence d'immigrés non-européens et faiblement éduqués.

Une première version de ce travail a été publiée mais il se poursuit dans le but de conforter et d'affiner les résultats

La discrimination à l'embauche sur le marché du travail français*Anthony Edo*

Ce projet a consisté en une étude expérimentale des discriminations à l'embauche en France. Les résultats montrent que la discrimination liée à l'origine est forte mais ne concerne pas d'origine ethnique particulière.

Une revue de la littérature des effets de l'immigration sur les salaires*Anthony Edo*

Les effets de l'immigration sur le marché du travail constituent un sujet sensible et très controversé parmi les économistes. Ce travail se propose de revenir sur l'ensemble des méthodologies utilisées, leurs limites et les résultats obtenus par les études en question. Ce travail de recensement exhaustif tente d'établir une cohérence entre des études dont les résultats sont généralement interprétés comme contradictoires mais sujet à réinterprétation. Un document de travail devrait être publié en 2018.

Faut-il freiner le départ des personnes les plus qualifiées dans les pays en développement ?*Hillel Rapoport*

Ce *Policy Brief* discute des avantages et des inconvénients des mesures de restriction de la mobilité des personnes hautement qualifiées à la lumière des conclusions de recherches économiques

RÉFÉRENCE(S)

"Immigration and Electoral Support for the Far Left and the Far Right",
A. Edo, Y. Giesing, J. Öztunc,
P. Poutvaara,
Document de travail CEPII,
N° 2017-20, décembre 2017.

"Immigration and Extreme Voting:
Evidence from France",
A. Edo., J. Öztunc, P. Poutvaara,
IFO DICE Report,
15(4), 28-33, 2018.

RÉFÉRENCE(S)

"Language Skills and Homophilous
Hiring Discrimination: Evidence
from Gender and Racially
Differentiated Applications",
A. Edo, J. Jacquemet,
C. Yannelis.,
*Review of Economics of the
Household*,
1-28, 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"Who is Afraid of the Brain Drain?
A Development Economist's View",
H. Rapoport,
CEPII Policy Brief,
N° 14, février 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"Exporting Creative and Cultural Products: Birthplace Diversity Matters!",
G. Orefice, G. Santoni,
Document de travail CEPII,
N° 2017-17, septembre,
À paraître (2018) dans la revue
The World Economy.

RÉFÉRENCE(S)

"The Role of Fees in Foreign Education: Evidence From Italy and the United Kingdom",
M. Beine, M. Delogu, L. Ragot,
Document de travail CEPII,
N° 2017-04, mars.

"The Role of Fees in Foreign Education: Evidence from Italy",
L. Ragot, M. Beine, M. Delogu,
Journal of Economic Geography.

récentes sur la fuite des cerveaux, la mondialisation et le développement. Deux résultats principaux sont soulignés : le fait que les investissements dans l'éducation sont plus élevés lorsque la migration des personnes les plus compétentes n'est pas limitée et le rôle positif des diasporas de personnes qualifiées dans la promotion de l'intégration des pays d'origine dans l'économie mondiale. Les deux résultats renforcent la logique de laisser partir les personnes qualifiées.

Exportation de produits créatifs et culturels et diversité des origines

Gianluca Orefice, Gianluca Santoni

Cette étude montre que l'augmentation de la diversité des pays d'origine des immigrants a un impact positif sur les exportations des biens à contenu créatif (selon une classification de l'UNESCO). Cet effet est encore plus marqué si on considère uniquement la population des immigrés très qualifiés.

L'impact des droits d'inscription sur les choix des étudiants en mobilité internationale

Lionel Ragot en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg) et Marco Delogu

Ce projet étudie les déterminants de la mobilité internationale des étudiants en se focalisant sur l'impact des droits d'inscription. Le choix des étudiants est modélisé dans une équation de gravité dont les coefficients sont estimés en utilisant des données sur les étudiants en mobilité internationale inscrits dans chaque université qui composent le système d'enseignement supérieur de l'Italie et du Royaume-Uni. Les résultats montrent que ces droits ont un effet négatif significatif sur le choix des étudiants en mobilité et confirment l'impact positif de la qualité de l'enseignement offert par chaque université. Ils mettent également en évidence le rôle important de variables spécifiques à l'université et son environnement, telles que ses capacités d'accueil et le coût de la vie dans la zone géographique où est située l'université.

Programme



Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

MODÉLISATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Modélisation des impacts des politiques commerciales en présence de firmes hétérogènes

Antoine Vatan, Sébastien Jean, Christophe Gouel

Ce projet vise à construire un modèle en vue de disposer d'un outil de simulation intégrant des firmes hétérogènes. Les travaux réalisés sur les fondements théoriques d'une telle démarche ont amené à mettre l'accent sur la modélisation des gains économiques dans un tel cadre, en soulignant des hypothèses faites quant au goût pour la variété, dans la consommation comme dans la production. Il s'agit d'une remise en cause plus profonde du cadre pré-existant que ce qui était initialement envisagé, d'où le retard pris dans le projet, qui devrait aboutir sur un document de travail à l'été 2018.

Développements de MIRAGE

Jean Fouré

Concernant le développement du modèle MIRAGE-e, l'année 2017 a été consacrée à la mise à jour du modèle, et en particulier le module de concurrence imparfaite qui a été intégralement réécrit. Par ailleurs, le développement du modèle a été basculé vers un système de gestion de version plus performant et ouvert (git) et la documentation du modèle a été mise à jour par le biais d'un nouveau wiki (<http://wiki.mirage-model.eu>), accompagné d'une migration de serveur, rendant le tout plus facile à maintenir. Enfin, quelques pistes de réflexion ont été envisagées pour permettre l'accès aux résultats du modèle depuis un site internet.

GRANDS DOSSIERS 2017

Faut-il craindre le retour du protectionnisme ?

Sébastien Jean, Ariell Reshef

Ce rapport pour le Parlement européen synthétise les enseignements de la littérature économique sur l'impact économique de la libéralisation des échanges, mais également sur les conséquences d'une résurgence du protectionnisme. Deux récents épisodes de

RÉFÉRENCE(S)

- Un nouveau wiki MIRAGE à jour : <http://wiki.mirage-model.eu>
- Un git hébergeant le développement du modèle et de ses corollaires : <https://gitlab.com/mirage-model>
- Une nouvelle version de MIRAGE-e disponible début 2018.

RÉFÉRENCE(S)

- "Why Trade, and What Would Be the Consequences of Protectionism?",
S. Jean, A. Reshef,
Rapport pour le Parlement européen, republié comme *CEPII Policy Brief*, N° 18, novembre 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"La politique commerciale au service de la politique climatique", L. Fontagné, J. Fouré, *La Lettre du CEPII*, N° 373, janvier 2017.

"Changement climatique et commerce : quelques simulations de politique économique", L. Fontagné, J. Fouré, *Focus du Conseil d'Analyse Économique*, N° 015-2017, CAE, p. 1-9, janvier 2017.

politiques protectionnistes sont discutés pour illustrer ces impacts possibles : la garantie américaine sur les importations de pneus en provenance de Chine (2009-2011) et la mesure de sauvegarde américaine sur les produits sidérurgiques vis-à-vis de tous les pays sources (2002-2003).

Le rapport évalue également des scénarios plausibles pour l'avenir, en relation avec le contexte créé par la récente élection présidentielle américaine. Alors que la politique de la nouvelle administration reste très incertaine, il discute les trois directions principales qu'elle pourrait prendre : le bilatéralisme, l'utilisation agressive de la défense commerciale et la violation des principes convenus. Il analyse dans chaque cas comment le E.U. pourrait défendre au mieux ses intérêts.

Protectionnisme ou taxe carbone ?

Lionel Fontagné, Jean Fouré

Le travail initié en 2016 sur la pertinence des outils de politique commerciale dans la lutte contre le changement climatique, et en particulier la mise en place d'une taxe Nordhaus, a été achevé. Les résultats montrent qu'un outil de second rang comme une politique commerciale ne saurait être utilisée pour limiter de façon significatives les émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, elle peut rester pertinente si elle complète une politique plus ambitieuse, notamment en permettant d'inciter ses partenaires commerciaux à rejoindre les efforts de limitation d'émissions.

L'impact dissuasif des mesures antidumping sur les décisions d'exportation des producteurs chinois

Cecilia Bellora, Sébastien Jean, Kévin Lefebvre

Face à des droits de douane désormais faibles en moyenne, les droits antidumping constituent une soupape du système commercial international. Ces droits visent spécifiquement les produits et les firmes qui exercent une concurrence déloyale sur les marchés d'exportation. Ils sont de plus en plus utilisés, pas uniquement par les pays développés mais également par les pays émergents. Les exportateurs chinois en sont la première cible, du fait de la place dominante de la Chine dans les échanges mondiaux mais également de leurs pratiques commerciales.

Les impacts des mesures antidumping sur les flux commerciaux des produits touchés sont bien connus, y compris sur les flux provenant de pays tiers. En revanche, les effets de ces mesures sur la stratégie, le comportement et la discipline de marché des firmes

exportatrices sont moins bien décrits. En ce sens, l'effet dissuasif de ce type de sanction sur la stratégie d'exportation des firmes non ciblées reste un enjeu central.

Dans ce projet, nous nous intéressons d'une part à l'information que fournit une sanction antidumping pour des entreprises proches de celles affectées par une mesure anti-dumping, mais non directement touchées, et d'autre part à la façon dont ces firmes ajustent leur stratégie de prix suite à ce changement d'information.

Nos premiers résultats montrent que les sanctions antidumping ont un bien effet dissuasif au-delà des entreprises directement visées par ces droits spécifiques. En particulier, les entreprises chinoises non directement ciblées par les sanctions antidumping révisent leur prix à la hausse. Cet effet semble néanmoins varier en fonction du niveau du prix initial pratiqué par la firme non ciblée. Ainsi, les entreprises pratiquant les prix les plus faibles réagissent davantage. Les canaux de transmission de l'information semblent multiples. La proximité des produits (en termes de nomenclature) ainsi que la proximité géographique des firmes se présentent comme autant de sources potentielles dans la diffusion de l'information entre les entreprises chinoises. Ce projet se poursuit en 2018 et devrait aboutir la publication d'un document de travail.

MESURES NON-TARIFAIRES

Bases de données des instruments de politiques commerciales

Houssein Guimbard

Les programmes de constructions des bases de données ont été augmentés, en ajoutant, notamment, certaines automatisations (conversion de la classification des produits en différentes révisions). Les données pour MACMap-HS6 2016 ne sont pas disponibles. Cependant, une version 2014 est prévue pour le second semestre 2018. Pour la base NTM-Map, une mise à jour est prévue pour 2018, la récupération des données ayant été faite fin 2017.

Analyse des mesures non tarifaires : Études de cas

Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Stéphanie Monjon

Le statut d'Opérateur Economique Agréé (OEA), défini en 2008 pour l'Union Européenne, permet aux entreprises certifiées de réduire les coûts inhérents au commerce international, par le biais de procédures accélérées ou allégées. Avec les accords bilatéraux

de reconnaissance mutuelle du statut signés ces dernières années – avec la Suisse, la Norvège, le Japon, les Etats-Unis et la Chine – les avantages des OEA semblent s'accroître. Le projet propose de mesurer les effets de ces accords bilatéraux sur les entreprises françaises agréées, notamment en termes d'impacts commerciaux et de réduction des coûts au commerce, en répondant aux problématiques d'endogénéité et en identifiant les caractéristiques des entreprises qui tirent le plus profit du statut d'OEA.

En 2017, la base de données des entreprises françaises bénéficiant du statut d'OEA a été construite à partir des données disponibles sur le site des douanes et a été fusionnée avec les données de commerce des douanes et les données FARE. Les premières statistiques descriptives réalisées montrent que les entreprises certifiées ont des niveaux d'exportation plus élevés mais sont également plus productives. Le projet a pris du retard suite à l'implication des auteurs sur d'autres projets (rapport sur le Brexit) et à différentes révisions d'articles, il sera poursuivi en 2018.

RÉGIONALISME

Régionalisme politique vs régionalisme économique

Lionel Fontagné, Gianluca Santoni

Le travail met en évidence que la géographie des accords régionaux "naturels" (ceux qui sont efficaces économiquement) est en partie déterminée par le fractionnement des chaînes de valeur par les entreprises, et par la dynamique de l'intégration régionale elle-même. Le développement de la Chine joue un rôle central dans ce processus. Un document de travail est en cours d'écriture.

L'impact commercial des dispositions non tarifaires des accords de libre-échange

Sébastien Jean, Cristina Mitaritonna, Antoine Vatan

La base de données nécessaire à ce projet a été construite et des premières explorations ont été entreprises. Les premiers résultats, surprenants, ont nécessité une réorientation de la problématique. Il se proposait, à l'origine, d'établir une taxonomie des mesures non tarifaires en fonction de leurs impacts selon le type de biens. Les résultats préliminaires montrent des effets marginaux tels que la problématique s'oriente davantage sur la nature de ces effets que sur l'amplitude. Ce projet aboutira vraisemblablement sur un document de travail en 2018.

ÉCHANGES DE SERVICES ET CHAÎNES DE VALEUR

TISA et commerce dématérialisé

Lionel Fontagné, Jean Fouré, Robert Teh

L'année 2017 a été consacrée à la première phase du projet consistant à estimer l'impact du commerce en ligne sur les coûts au commerce en utilisant des données issues de la plateforme d'achat en ligne E-bay, en étroite collaboration avec l'OMC. Les premiers résultats, toujours préliminaires, montrent que l'effet du commerce en ligne sur le coût au commerce est ambigu : on observe bien une réduction de l'impact de la distance sur les coûts au commerce, mais ces résultats sont très variables d'un secteur à l'autre. Les droits de douane quant à eux, ne semble pas un facteur déterminant du commerce dématérialisé. Enfin, d'autres déterminants usuels de la gravité (langue commune, histoire coloniale) peuvent devenir plus restrictifs dans le cas d'un commerce en ligne.

Une fois achevées, ces estimations pourront être utilisées pour évaluer l'impact d'une généralisation du commerce en ligne à l'aide du modèle MIRAGE. Des difficultés méthodologiques dans l'estimation ont retardé la finalisation des résultats.

PROJETS HORS PROGRAMME

Suivi des politiques commerciales internationales

Cecilia Bellora, Jean Fouré

L'année 2017 a été, comme l'année précédente, riche en actualités concernant les accords de libre-échange et, plus généralement, les politiques commerciales. Au sein même de l'Union européenne, un premier rapport sur l'avancement des négociations liées au Brexit, présenté conjointement par les négociateurs européens et britanniques en décembre, a permis d'ouvrir les négociations qui préfigureront les modalités des échanges commerciaux entre l'UE et le Royaume-Uni. Par ailleurs, le Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA, l'accord bilatéral de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada) est entré dans sa phase de ratification, dans un contexte où l'opposition de la société civile reste forte. En France, une commission d'évaluation de l'impact de cet accord a été constituée par le Premier Ministre. Le rapport qu'elle a remis a été suivi par la construction d'un plan d'action interministériel qui s'est interrogé, entre autre, sur l'opportunité de mieux lier les accords commerciaux avec des clauses non commerciales, par exemple environnementales et sociales. En juillet, un accord de libre-échange entre l'Union européenne et

RÉFÉRENCE(S)

"Accords commerciaux de nouvelle génération en Union européenne : arbre généalogique et vie future",

C. Bellora,

Diplomatie Magazine,

1^{er} septembre 2017.

"Retrait des États-Unis de l'Accord de Paris : le relais encourageant des initiatives locales",

C. Bellora, J. Fouré,

La Lettre du CEPIL,

N° 380, septembre 2017.

"Accord de Paris : les États américains vont-ils se rebeller",

C. Bellora, J. Fouré,

Central Charts,

8 janvier 2018.

"Le nouveau visage de l'action climatique aux États-Unis",

C. Bellora, J. Fouré,

In *Énergies, climat, sociétés : 40 textes pour une transition décisive*,

The Conversation,

p. 163-166, décembre 2017.

le Japon a été annoncé comme finalisé et en même temps les négociations avec les pays du Mercosur se sont accélérées.

De l'autre côté de l'Atlantique, les États-Unis ont lancé la renégociation de l'Accord de libre-échange Nord-Américain (ALENA), qui les lie au Mexique et au Canada, sur un fond de tensions commerciales. Ils sont également sortis du Trans-Pacific Partnership, qui venait d'être conclu. Les négociations entre les 11 autres partenaires ont repris dans l'optique de maintenir un accord, même en l'absence des États-Unis. Cette négociation est indirectement liée à celle de l'ALENA puisque le Canada est présent dans les deux et peut jouer un rôle stratégique de plateforme vers le marché américain pour les pays asiatiques. Dans le même mouvement, en juin, les États-Unis ont également annoncé leur retrait de l'Accord de Paris sur le changement climatique : les relations commerciales importantes qu'ils entretiennent avec les autres signataires pourraient donc amener à des fuites de carbone.

L'année a également été marquée par une très forte activité en matière de protection contingente, en particulier aux États-Unis mais également en Europe. Au-delà du nombre important de cas initiés, l'Union européenne a entériné la réforme de son instrument antidumping, contesté par la Chine à l'OMC.

Cette actualité a donné lieu à une veille régulière, associée à des interventions dans les médias pour informer le grand public quant au contenu et aux enjeux des accords de libre-échange et des évolutions des politiques commerciales. Cette veille s'ajoute aux projets de recherche traitant spécifiquement de certaines de ces questions (comme par exemple celui sur l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine). Elle a également permis d'alimenter le blog du CEPIL.

RÉFÉRENCE(S)

"The Role of Fees in Foreign "EU - UK Agricultural Trade: State of Play and Possible Impacts of Brexit", C. Bellora, C. Emlinger, J. Fouré, H. Guimbard, *CEPIL Research Report*, N° 2017-01, novembre 2017.

Impacts économiques du Brexit

Cecilia Bellora, Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Houssein Guimbard

Le 29 mars 2017, le Royaume-Uni a officiellement notifié sa volonté de quitter l'Union européenne. Une première phase de négociation a été rapidement lancée, pour traiter du statut et des droits des citoyens européens présents au Royaume-Uni (et inversement), du financement du budget de l'Union ainsi que du cas particulier de l'Irlande. Au-delà de ces questions prioritaires, les futures relations commerciales entre l'Union européenne à 27 et le Royaume-Uni restent également à définir. En l'absence d'un accord décidant autrement, à partir du 30 mars 2019, le droit de la Nation la Plus Favorisée devrait s'appliquer aux échanges de biens entre l'Union

européenne et le Royaume-Uni (nous faisons ici l'hypothèse que le Royaume-Uni appliquera le tarif extérieur commun de l'Union européenne, ce qui reste incertain). Ainsi, les exportations de biens européens vers le Royaume-Uni risquent de faire face à un tarif moyen de 5 %, plus élevé pour les produits agricoles (18 %) que pour les produits industriels (3 %). Au-delà des tarifs, les barrières non tarifaires pourraient être plus également plus importantes. En effet, toute nouvelle réglementation adoptée par le Royaume-Uni ou l'UE dans un cadre ne favorisant pas la convergence réglementaire risque d'avoir un impact restrictif sur le commerce.

En vue des futures négociations, il est donc intéressant de quantifier les impacts commerciaux et macro-économiques de ce scénario, qui correspond à ce qui est souvent appelé un "Brexit dur", et de les comparer à des scénarios alternatifs. Une étude sur l'impact d'un "Brexit dur" sur le commerce et les filières agro-alimentaires européennes a été demandée au CEPPI par la commission Agriculture et Développement Rural du Parlement européen. Cette étude a dans un premier temps dressé un état des lieux des échanges entre les deux régions, ainsi que des barrières pouvant découler du Brexit, pour ensuite simuler les impacts sur les futures relations commerciales d'une remontée des protections en utilisant le modèle d'équilibre général MIRAGE-e. Le rapport a été présenté au Parlement en novembre, ainsi qu'à d'autres reprises dans d'autres enceintes. Ce travail s'accompagne d'un travail plus large (non limité aux secteurs agro-alimentaire) d'analyse, de suivi et de veille sur l'avancée des négociations.

Commerce agricole et biodiversité des espèces végétales cultivées

Cecilia Bellora, Jean-Marc Bourgeon, Elodie Blanc, Eric Strobl

Un des enjeux majeurs pour l'agriculture est d'arriver à maintenir des niveaux de production élevés tout en diminuant son impact sur l'environnement. Dans ce cadre, l'accroissement de la biodiversité des espèces cultivées peut contribuer à augmenter la productivité et la stabilité des systèmes agricoles : il a été largement démontré que plus la production agricole se concentre sur quelques espèces (i.e. plus la biodiversité est réduite), plus les nuisibles (mauvaises herbes, parasites, champignons...) se spécialisent sur ces cultures, leurs attaques devenant plus fréquentes et plus virulentes. Ces effets sont fortement réduits par l'utilisation de pesticides, qui permettent aujourd'hui d'obtenir des rendements élevés malgré une très faible diversité des espèces végétales cultivées. Néanmoins, au vu des impacts négatifs de ces molécules sur l'environnement et la santé

RÉFÉRENCE(S)

- "Estimating the Impact of Crop Diversity on Agricultural Productivity in South Africa", C. Bellora, É. Blanc, J-M. Bourgeon, E. Strobl, *In Understanding Productivity Growth in Agriculture* (ed. W. Schlenker), University of Chicago Press, 2017
- "Agricultural Trade, Biodiversity Effects and Food Price Volatility (Revised)", C. Bellora, J-M. Bourgeon, HAL - Working paper, décembre 2017.

humaine, les pouvoirs publics en ont de plus en plus limité l'utilisation. Mais, en présence de commerce, la spécialisation poussant vers une augmentation des attaques des nuisibles, les gouvernements pourraient être tentés de réduire ces contraintes afin de gagner des parts de marché. À l'inverse, si on considère uniquement les effets négatifs locaux des pesticides, le commerce pourrait amener les consommateurs à demander une plus forte limitation de l'utilisation de ces derniers, puisque des produits agricoles peuvent être importés.

Dans un premier temps, nous avons étudié les mécanismes qui lient effets de biodiversité, production agricole et commerce à l'aide d'un modèle théorique. Dans ce cadre, en considérant deux pays symétriques, nous montrons que l'utilisation des pesticides est davantage limitée en présence de commerce qu'en autarcie, sous l'effet de la demande des consommateurs. Cela va à l'encontre de l'hypothèse de nivellement par le bas des politiques environnementales lors d'une ouverture au commerce. Une plus grande contrainte sur l'utilisation des pesticides s'accompagne néanmoins d'une augmentation de la variabilité et du niveau des prix agricoles, en particulier pour certaines cultures, en fonction du degré d'ouverture au commerce. Ce travail est dans un processus de révision dans une revue à comité de lecture, une version modifiée suite aux commentaires des relecteurs a été nouvelle soumise en décembre 2017. Dans un deuxième temps, nous avons analysé empiriquement les liens entre biodiversité des espèces cultivées et rendements à partir d'une base de données couvrant de vastes territoires d'Afrique du Sud. Cette base est construite à partir de données extraites d'images satellitaires, sa couverture géographique permet de traiter des questions nouvelles et de vérifier la robustesse de résultats préexistants en considérant des surfaces agricoles bien plus importantes. Nous confirmons ainsi que la biodiversité a un effet positif sur les rendements, devancé par ordre d'importance seulement par l'effet de l'irrigation dans notre échantillon, et qu'elle a tendance à en réduire la variabilité. Ce travail empirique a été présenté à une conférence organisée par le National Bureau of Economic Research (NBER) en 2017 et sera publié en tant que chapitre de l'ouvrage résultant de la conférence.

RÉFÉRENCE(S)

"Regional Integration and Informal Trade in Africa: Evidence from Benin's Borders",
S. Bensassi, J. Jarreau, C. Mitaritonna,
CEPII Working Paper,
N° 2017-21, décembre 2017.

Obstacles aux échanges et commerce informel en Afrique

Sami Bensassi, Joachim Jarreau, Cristina Mitaritonna,

Le commerce entre les pays africains semble être faible, malgré les efforts déployés pour promouvoir le commerce régional. La plupart des accords régionaux ont eu peu de succès dans l'augmentation du commerce entre les pays membres. Ceci est souvent considéré comme une preuve que les frontières en Afrique sont restées

importantes, malgré les réductions de tarifs, en raison des obstacles persistants au commerce telles que les mesures non tarifaires et les longues procédures à la douane. Une évaluation du commerce régional en Afrique ne peut cependant être complète sans commerce transfrontière informel, une forme de commerce omniprésente dans de nombreux pays en régions, et particulièrement en Afrique.

Cet article étudie la relation entre les obstacles au commerce et l'informalité du commerce. Nous utilisons une enquête originale sur les transactions informelles à travers les frontières terrestres du Bénin, qui pour la première fois prend en compte les volumes d'échanges et les types de produits pour ce type de commerce. Nous combinons ces données avec les données commerciales enregistrées pour exploiter la variation entre les produits et les pays pour mesurer l'impact de barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce sur l'informalité.

Nous montrons que le commerce informel modifie sensiblement l'ampleur du commerce régional, confirmant que l'intégration commerciale régionale en Afrique de l'Ouest est considérablement sous-estimée quand on ne considère que le commerce enregistré. Les données sur le commerce informel présentent également une vaste diversité de produits, avec un faible chevauchement entre produits formels et informels. Cela implique que la diversité des produits dans le commerce de ces pays est également largement sous-estimée dans les études utilisant que les données enregistrées.

Deuxièmement, nous mesurons une semi-élasticité positive de l'informalité en ce qui concerne les tarifs. Une augmentation des tarifs de 10 % accroît de 12 % la probabilité qu'un produit soit importé de manière informelle plutôt que formelle. De même les mesures non tarifaires augmentent également le caractère informel de produits, avec un équivalent ad valorem d'environ 21 % pour les mesures sanitaires et phytosanitaires. Les produits locaux non transformés sont plus susceptibles être commercialisé de manière informelle. La périssabilité est aussi associée à l'informalité, ce qui suggère que le temps, en tant que barrière commerciale, affecte aussi le choix de l'informalité.

Transition nutritionnelle et demande mondiale de calories

Houssein Guimbard, Christophe Gouel

L'estimation de la demande alimentaire dans les décennies à venir est d'une importance capitale pour des analyses crédibles de la sécurité alimentaire mondiale. Le processus liant les changements de régimes alimentaires à la richesse est connu sous le nom de transition nutritionnelle et présente des caractéristiques bien identifiées aidant à prédire les modifications de consommation dans les pays pauvres. Dans cette

RÉFÉRENCE(S)

"La demande alimentaire mondiale en 2050",

C. Gouel, H. Guimbard,
La Lettre du CEPII,
N° 377, mai 2017.

"Nutrition Transition and the Structure of Global Food Demand",

C. Gouel, H. Guimbard,
Document de travail CEPII,
N° 2017-05, mars 2017.

étude, nous proposons un modèle économique mondial de permettant de quantifier ce phénomène. Transparent et estimé statistiquement sur des données en coupe instantanée de FAOSTAT, notre modèle capture les principales spécificités de la transition nutritionnelle : augmentation de la demande de calories associée à l'élévation du revenu des consommateurs ; baisse relative de la consommation des féculents de base dans la composition des régimes alimentaires ; et une forte augmentation de la demande de calories provenant des produits d'origine animale, des graisses et autres aliments sucrés. Nous utilisons ensuite notre modèle pour prévoir l'évolution de la demande alimentaire entre 2010 et 2050, en nous appuyant sur un ensemble de scénarii plausibles de croissance économique, adopté par la communauté des chercheurs sur le changement climatique (Shared Socioeconomic Pathways, SSP, en anglais). À horizon 2050, les principaux résultats de ces projections sont les suivants : La demande alimentaire mondiale augmentera de 46 %, soit moins de la moitié de la croissance enregistrée au cours des quatre décennies précédentes ; cette croissance sera principalement attribuable aux pays à revenu faible et intermédiaire ; la structure de la demande alimentaire mondiale changera au cours de la période, avec une augmentation de 95 % de la demande de calories d'origine animale et une augmentation beaucoup plus faible de 18 % de la demande de féculents ; et l'analyse d'un ensemble de projections de populations et de revenus révèle de larges incertitudes : selon le scénario, les augmentations attendues de la demande de calories d'origine animale (resp. végétale) varient entre 78 % et 109 % (resp. entre 20 % et 42 %).

RÉFÉRENCE(S)

"Agricultural Trade Liberalization in the 21st Century: Has it Done the Business?",

J-C. Bureau, H. Guimbard, S. Jean, *Document de travail CEPII*, N° 2017-11, juin 2017.

À paraître dans le *Journal of Agricultural Economics*.

"Chapter 6: Tariff Policies and the Progress Toward Open Markets for Agricultural Products",

J-C. Bureau, H. Guimbard, S. Jean, In *Handbook on International Food and Agricultural Policy* (General Editor: Tim Josling); Volume III: International Trade Rules for Food and Agricultural, Karl Meilke and Tim Josling, décembre 2017.

Agricultural Trade Liberalization in the 21st Century: Has it done the Business?

Houssein Guimbard, Jean-Christophe Bureau, Sébastien Jean

Ce projet étudie l'évolution des politiques agricoles tarifaires depuis le début des années 2000 et quantifie les impacts d'un approfondissement du régionalisme ou d'un retour du protectionnisme. Il montre que, bien qu'ils soient encore relativement élevés (17,3 %, contre 3,1 % pour les produits industriels), les tarifs appliqués aux produits agricoles et alimentaires ont été réduits de 27,4 % entre 2001 et 2013. La libéralisation unilatérale a été le principal moteur des réductions tarifaires agricoles entre 2001 et 2007, tandis que les ACR ont joué un rôle plus important par la suite. Enfin, l'approfondissement du régionalisme n'aurait qu'un impact limité au niveau mondial (en termes de commerce et d'augmentation de la richesse). En revanche, une « guerre commerciale » pourrait entraîner une chute de près de 30 % du commerce agricole mondial, la production diminuant de 10 % ou plus dans certaines régions.

Programme



Analyse du commerce
international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

BASES DE DONNÉES, PROFILS PAYS ET PANORAMA

CHELEM

Laurence Nayman, Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale avec une interface facilitant les extractions et le calcul d'indicateurs. La base CHELEM - Commerce international a été actualisée le 26 juin sur la période 1967-2015, puis le 28 novembre sur 1967-2016. La base CHELEM - Balance des paiements a été mise à jour le 21 juin (données jusqu'en 2015). Les séries de PIB et de populations de la base CHELEM-PIB ont été réactualisées le 6 juillet sur la période 1960-2021 à partir des données de la Banque mondiale (WDI), de l'OCDE (données de comptabilités nationales), du FMI (WEO) et des sources nationales. Une seconde mise à jour a été faite le 6 décembre sur la série taux de change, jusqu'en 2016.

BACI -TUV

Charlotte Emlinger

Les bases de données BACI et TUV ont été mises à jour et mises à disposition sur le site web du CEPII, dans différentes révisions.

Profil du CEPII

Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Matteo Gagliardi, Houssein Guimbard, Dominique Pianelli, Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal

Les Profils du CEPII sont des pages interactives qui illustrent les principaux acteurs et enjeux du commerce international à travers les indicateurs et bases de données du CEPII. Ils sont conçus pour être utilisés comme une ressource pour l'information, l'expertise et la pédagogie, que ce soit au travers d'illustrations, facilement utilisables telles quelles, ou au travers de données téléchargeables, l'ensemble étant en accès libre et gratuit.

Les Profils Pays synthétisent et structurent des informations précises et cohérentes sur le niveau de richesse, la spécialisation commerciale, la gamme des biens échangés et la protection douanière caractérisant l'insertion de 80 pays dans l'économie mondiale. Ils ont été mis à jour en juillet 2017. Le téléchargement des illustrations et l'exportation des données ont été améliorés.

RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM - CIN (Commerce international), CHELEM - BAL (Balance des paiements), CHELEM - PIB (Populations, PIB en valeur, en volume et en volume PPA, taux de change).

"Base de données sur l'économie mondiale",
A. de Saint Vaulry,
in *L'économie mondiale 2018*,
La Découverte, pp. 117-124,
septembre 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"Les Profils Pays du CEPII",
Visualdata,
juillet 2017.

"CEPII Country Profiles",
Visualdata,
July 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"Impact de l'activité des firmes multinationales sur les comptes courants",
L. Nayman, V. Vicard,
Panorama du CEPII,
N° 2018-01, à paraître.

Base de données Gravity

Thierry Mayer

La base de données Gravity a été mise à jour jusqu'en 2015 et mise à disposition sur le site web du CEPII. Les changements importants apportés concernent notamment les PIB et l'actualisation des accords commerciaux régionaux à partir des informations de l'OMC.

MULTINATIONALES ET CHÂÎNES INTERNATIONALES DE VALEUR

Impact de l'activité des firmes multinationales sur les comptes courants

Laurence Nayman, Vincent Vicard

Cette étude s'intéresse au rôle des multinationales dans le processus de mondialisation récent, tel que mesuré dans les balances courantes. Leur activité se mesure en particulier par les revenus d'investissement direct qui représentent une part croissante des flux bruts internationaux : leur part dans les crédits et débits de balance courante a doublé entre 1995 et 2015.

Les revenus d'IDE contribuent positivement à la balance courante des pays à hauts revenus, mais négativement à celles de l'ensemble des autres groupes de pays, ce qui traduit la prépondérance des multinationales originaires des pays riches et la relative spécialisation de ces pays dans le développement des actifs spécifiques à ces entreprises. Ils contribuent ainsi au revenu national brut de ces pays, qui excède de près de 1,5 % leur PIB en 2015.

La place des paradis fiscaux dans les revenus d'IDE - ce groupe de pays, qui pèse 2,6 % du PIB mondial, est à l'origine ou la destination de 24 % des flux de revenus d'IDE -, souligne l'importance de la dimension fiscale dans la mesure et la localisation des activités des multinationales. Les flux d'IDE reflètent ainsi en partie des stratégies d'évitement fiscal visant à localiser des profits dans des juridictions à faible niveau d'impôt sur les sociétés. Malgré leur position centrale dans les flux bruts de revenus d'IDE, les paradis fiscaux restent des intermédiaires dans les circuits de financement des multinationales puisque la contribution positive à la balance courante des revenus sur les prêts intra-groupe est plus que compensée par la contribution négative des dividendes versés et des bénéfices réinvestis.

Évaluation de l'élasticité du commerce en valeur ajoutée à la productivité

Gianluca Orefice, Gianluca Santoni

Ce projet de production d'une base des données originale "Revealed Comparative Advantage" a évolué vers une étude intitulée "diversité culturelle et compétitivité internationale" inscrite au programme de travail 2018 dans le programme Migration Internationales. La base de données initialement prévue, fournissant des données relatives aux avantages comparatifs construits à partir des flux de commerce en valeur ajoutée, et le document de travail associé sont actuellement en cours de finalisation.

Décisions de localisations dans le secteur automobile

Thierry Mayer, Keith Head

Ce projet examine quantitativement l'état des décisions de localisation dans le secteur automobile, secteur important sur le plan économique et qui surtout offre une abondance de données rare pour pouvoir analyser l'ampleur et les déterminants de l'implantation d'usines d'assemblage dans des pays à bas coûts.

Une caractéristique importante du phénomène semble être sa grande hétérogénéité : cinq marques au niveau mondial comptent pour environ les deux tiers de l'ensemble des voitures vendues dans le pays d'origine de la marque, mais fabriquées dans un pays à bas coût. Le projet tente d'expliquer la variation du comportement de délocalisation entre marques par un modèle d'avantage comparatif dans lequel les entreprises implantées dans les pays riches ont tendance à délocaliser leurs modèles les plus petits et les moins coûteux (certainement les moins intensifs en main d'œuvre qualifiée, dont leur pays d'origine est abondamment doté). Les données utilisées couvrent (de 2000 à 2013) l'assemblage de près de 2 000 modèles de voitures associés à 184 marques, de 25 différents pays d'origine, vendues dans 73 pays et pour lesquelles nous connaissons le pays précis d'assemblage. C'est l'un des seuls secteurs pour lequel le degré de détail de l'information statistique est aussi précis, et en particulier où chaque produit peut se voir associer un pays de consommation, un pays d'assemblage et un pays d'origine de la marque, informations clés pour mesurer et expliquer les délocalisations.

L'étude est au stade de la finalisation. Des résultats intéressants apparaissent sur les déterminants des décisions de localisation

RÉFÉRENCE(S)

"Agglomeration Economies and Firm Level Labor Misallocation",
L. Fontagné, G. Santoni,
Journal of Economic Geography,
à paraître.

dans ce secteur qui résultent d'une perte de l'avantage comparatif pour les modèles les moins intensifs en travail qualifié (les petits modèles) dans les pays riches.

LES IMPACTS INTERNES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Allocation des facteurs productifs et performance à l'export des entreprises françaises

Lionel Fontagné, Gianluca Santoni, Chiara Tomasi

La partie du projet portant sur la relation entre les inefficiences dans l'allocation des ressources et les économies d'agglomération est achevée. Le document de travail associé a été accepté pour publication dans la revue *Journal of Economic Geography*. L'analyse met en évidence, sur données françaises au niveau entreprises et zone d'emploi, que l'agglomération favorise un meilleur appariement sur le marché du travail, indépendamment des externalités de proximité (par exemple externalités de connaissance), des économies d'échelle liées à la demande locale et des effets de sélection des entreprises et des salariés plus productifs dans les zones d'emploi plus denses.

La partie du projet portant sur la compétitivité internationale des entreprises a été reportée sur l'année 2018 à cause d'un problème administratif d'accès aux données sécurisées du CASD (obtenu seulement en août 2017).

L'impact de la dévaluation de 1999 sur le secteur manufacturier au Brésil

Ariell Reshef, Rafael Dix-Carneiro

L'ambition du projet était de mieux comprendre comment une dévaluation significative influence l'activité et l'organisation interne des entreprises manufacturières. L'étude empirique, fondée sur la méthodologie développée par Eric Verhoogen dans un article sur le Mexique, n'a pas donné de résultats intéressants dans le cas de la dévaluation du real brésilien en 1999 étudiée ici.

Partage de la valeur ajoutée et mondialisation

Sophie Piton, Antoine Vatan

Ce projet vise à comprendre les variations de la part salariale dans la valeur ajoutée en Europe. Nous montrons dans un premier temps que les explications avancées par la littérature récente ne suffisent pas à comprendre la majeure partie de ces variations.

La part allouée au capital, sa tendance à s'accroître, s'explique majoritairement par une hausse du coût unitaire du capital qui n'est due ni au prix d'un actif spécifique (immobilier, technologie), ni au taux d'intérêt, ni à des effets de compositions d'actifs. En revanche, nous trouvons une forte corrélation entre ce coût unitaire du capital et la structure de financement des entreprises (actions contre dette). Nous proposons une explication théorique basée sur un modèle de négociation salariale dans lequel la structure de financement influence le pouvoir de négociation des parties prenantes puis nous confrontons nos propositions aux données.

Exportations et volatilité de l'emploi

Sébastien Jean, Gianluca Orefice, Maria Bas, Pamela Bombarda

Si beaucoup d'études ont été consacrées à l'impact de l'ouverture commerciale sur les inégalités d'emploi et de salaires entre qualifiés et non qualifiés, ses conséquences sur la volatilité de l'emploi de ces deux catégories de travailleurs sont mal connues. Ce projet les explore en se focalisant sur l'activité d'exportation, qui peut influencer a priori de deux manières opposées, puisqu'elle permet de diversifier les débouchés, mais expose également à des incertitudes variées, inhérentes à l'accès à des marchés étrangers. L'effet induit sur la volatilité de l'emploi peut de ce fait varier entre qualifications, parce que les coûts fixes nécessaires pour développer l'export nécessitent une main-d'œuvre relativement qualifiée. Une analyse empirique est développée en s'appuyant sur des données individuelles d'entreprises françaises. Elle montre que, pour une taille donnée, l'exportation a tendance à augmenter la volatilité de la demande de travail non qualifié des entreprises, alors qu'elle diminue celle de travail qualifié. L'effet est principalement lié aux grandes entreprises et au nombre de marchés servis. Il n'explique qu'une part minoritaire des différences entre entreprises, mais il est significatif et non négligeable. Ce projet est en cours de finalisation.

ÉVOLUTIONS DES ÉCHANGES ET DE LEUR CADRE INSTITUTIONNEL

La nature des échanges mondiaux par type de commerce et le cas particulier de l'Union européenne

Deniz Ünal, Guillaume Gaulier, Aude Sztulman

En s'appuyant sur la base de données TFC du CEPII, ce projet vise, d'une part, à offrir une analyse détaillée de la géographie (pays et grandes régions du monde selon leurs niveaux de développement) et de la nature (branches et stades de production) des différents

types de commerce et, d'autre part, à évaluer dans quelle mesure les évolutions du commerce intra-branche de produits intermédiaires peuvent être liées à la dynamique des chaînes de valeur mondiales.

Démarré en 2017, les premiers travaux du projet se sont focalisés sur les relations entre le commerce intra-branche de produits intermédiaires et les chaînes de valeur internationales en considérant les flux en volume (calculés à partir des valeurs unitaires) afin de neutraliser les différents chocs de prix. Au sein des biens intermédiaires, les « pièces & composants » (dont l'échange fait l'objet d'une forte fragmentation des processus productifs) ont été distingués des produits « semi-finis ». Enfin, une attention particulière a été portée au positionnement de la Chine sur la carte mondiale des échanges de biens intermédiaires. Les résultats de ce premier volet du projet seront publiés dans le premier trimestre 2018. Un panorama mondial des échanges par type de commerce ainsi que le panorama intra-européen (avec une analyse particulière sur le Royaume-Uni dans le contexte du Brexit) seront ensuite réalisés.

Fiscalité et approvisionnement en services des entreprises multinationales

Sébastien Jean, Farid Toubal, Sébastien Laffitte, Julien Martin, Matthieu Parenti

Cette étude analyse l'internationalisation des entreprises et leurs comportements d'optimisation fiscale face au différentiel de taux d'imposition entre les pays. La littérature existante a analysé ces effets en se focalisant presque exclusivement sur les stratégies de prix de transfert dans les échanges de biens. Or l'optimisation fiscale concerne également le commerce de services et les prêts intra-groupes. Très peu d'études analysent ces types de transactions internationales et moins encore au niveau de l'entreprise. Les bases de données françaises constituent un atout considérable puisqu'elles permettent de suivre les entreprises dans le temps et d'obtenir des groupes de contrôle de qualité (entreprises de taille similaire ayant des dynamiques proches). Nous apparierons ces bases de données au niveau des entreprises pour constituer une base de données unique. Celle-ci nous permet d'analyser le comportement hétérogène des entreprises face à la taxation par le prisme de la taille, de leur nationalité, de leur intensité dans les échanges de biens et de services, etc.

Le projet a été ralenti par la non-disponibilité des données dans l'espace de l'Open Data Room de la Banque de France. Les fichiers de commerce de services et d'investissement sont désormais traités. L'appariement avec la base de données des bilans des entreprises (FIBEN) est très pauvre ce qui nous oblige à consolider les données au niveau du groupe et non de l'entreprise. Nous attendons la levée du secret sur la base de données FIBEN groupe.

PROJETS HORS PROGRAMME

Le marché des biens de consommation en Chine

Françoise Lemoine, Deniz Ünal

L'étude présente les transformations de l'économie chinoise et sa transition vers une nouvelle étape de développement en se focalisant sur les biens de consommation dans la production et le commerce international du pays. Les importations chinoises de biens de consommation, à partir d'un niveau de départ très bas, ont crû en flèche depuis le milieu des années 2000. La demande s'est portée très largement sur les produits 'haut de gamme' révélant d'une part l'existence d'une catégorie importante d'acheteurs à fort pouvoir d'achat, d'autre part l'inadéquation de l'offre domestique qui, en qualité, ne répond pas à la demande de ces consommateurs. Les entreprises de l'Union européenne ont tiré parti de la situation grâce à leur positionnement sur le haut de gamme. Elles ont acquis une part dominante dans les importations de consommation de la Chine, évinçant les fournisseurs asiatiques.

La Chine doit son ascension dans le commerce mondial depuis quatre décennies à ses exportations de biens de consommation à bas prix, et plus récemment de gamme moyenne. Elle représente désormais un grand marché d'importation de biens de consommation, notamment de haut de gamme. D'une manière générale, le nouveau modèle de croissance chinois implique que les productions locales s'adaptent aux goûts et aux exigences des nouveaux consommateurs en termes de qualité, de normes de sécurité ou d'image de marque. C'est à cette condition que la consommation des ménages pourra jouer un rôle moteur dans la croissance. Cette priorité sous-tend l'essor des investissements à l'étranger des firmes chinoises, qui visent autant à améliorer leur offre en Chine qu'à capter les marchés étrangers.

RÉFÉRENCE(S)

"Le décollage du marché des biens de consommation en Chine et son impact sur le commerce mondial",
F. Lemoine, D. Ünal,
Panorama du CEPII,
N° 2017-01, mars.

RÉFÉRENCE(S)

"Spatial Differencing: Estimation and Inference",
F. Belotti, E. di Porto, G. Santoni,
Document de travail CEPII,
N° 2017-10, juin.

"Spatial Differencing: Estimation and Inference",
F. Belotti, E. di Porto, G. Santoni,
Cesifo Economic Studies,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Some Unpleasant Euro Arithmetic",
G. Gaulier, V. Vicard,
CEPII Policy Brief,
N° 21, janvier 2018.

"La déplaisante arithmétique des déséquilibres de la zone euro",
G. Gaulier, V. Vicard,
La Lettre du CEPII,
N° 385, février 2018.

RÉFÉRENCE(S)

"Breaking Away from Icebreakers: The Effect of Melting Distances on Trade and Welfare",
J. Hugot, C. Umana Dajud,
Document de travail CEPII,
N° 2017-24, décembre.

Spatial Differencing: Estimation and Inference

Gianluca Santoni, Federico Belotti, Edoardo Di Porto

Ce projet méthodologique porte sur une analyse comparative de différentes méthodologies disponibles pour la correction des écarts types dans le cas d'études empiriques avec des données spatiales ou géolocalisées, utilisées notamment dans les études empiriques utilisant des données d'entreprises soumises à des politiques économiques variant localement (taxes locales...). Un programme de correction des écarts types pour le logiciel Stata a également été développé, et sera soumis à la revue à comité de lecture "Stata Journal" au cours de l'année 2018.

La déplaisante arithmétique des déséquilibres de la zone euro

Vincent Vicard, Guillaume Gaulier

Ce projet s'intéresse aux déséquilibres au sein de la zone euro et analyse les trajectoires d'ajustement des prix nécessaires à leur rééquilibrage. Qu'ils soient mesurés par les surplus ou déficits de compte courant ou estimés par les mésalignements de change les déséquilibres entre pays membres de la zone euro restent importants. Au sein d'une union monétaire, le rééquilibrage nécessite des ajustements de prix qui passent par des écarts de taux d'inflation. Étant donné que l'Allemagne affiche une sous-évaluation de son taux de change effectif réel de 20 points de pourcentage par rapport au reste de la zone, le processus de rééquilibrage impliquerait un taux d'inflation supérieur de 2 points de pourcentage en Allemagne par rapport au reste de la zone euro sur une décennie, ou 1 point sur deux décennies. Il exigerait également une inflation supérieure à 2 % dans les pays excédentaires pour atteindre la cible d'inflation de 2 % fixée par la BCE. Au rythme actuel de l'inflation, le rééquilibrage est un processus à un horizon de 20 ans nécessitant la persistance de taux d'inflation très bas dans le reste de la zone euro. La question des déséquilibres hérités de la première décennie de la monnaie unique reste donc pleinement à l'agenda de la zone euro.

Une estimation du bénéfice attendu pour la Chine de l'ouverture d'une route commerciale par l'océan Arctique

Jules Hugot, Camilo Umana Dajud

Ce projet, inscrit dans le programme de travail de l'année 2016, évalue l'effet de l'ouverture des routes maritimes de l'Arctique sur les tendances du commerce mondial. Il a donné lieu un document de travail qui est paru en décembre 2017. Ce document commence

par calculer les distances maritimes bilatérales les plus courtes avec et sans routes arctiques. Ces distances sont ensuite utilisées pour évaluer l'impact de l'ouverture de ces routes. Cette analyse prend en compte la réallocation des échanges entre tous les pays. En conséquence, tous les flux de commerce sont affectés par l'ouverture de nouvelles routes, y compris ceux pour lesquelles la distance bilatérale reste inchangée. Les résultats montrent que le commerce mondial devrait augmenter de 0,32 % avec l'ouverture des routes maritimes de l'Arctique. Les effets positifs se concentrent en Europe et en Asie du Nord-Est, tandis que des pertes mineures affectent les pays des Caraïbes, de l'Afrique de l'Ouest, de la Méditerranée et de l'océan Indien.

Les conséquences de l'ouverture du canal de Panama pour le Canada

Camilo Umana Dajud

La mesure de l'effet des projets d'infrastructure de transport sur des variables économiques domestiques et sur les échanges extérieurs est confrontée à deux types de problèmes. D'une part, la localisation des infrastructures de transport n'est pas aléatoire. Il est ainsi difficile de déterminer si les gains observés découlent d'une nouvelle infrastructure ou sont simplement la matérialisation d'un potentiel sous-jacent dont la concrétisation est une question de temps. D'autre part, l'identification de variables instrumentales permettant de séparer la partie causale de l'effet observé d'autres phénomènes qui peuvent entacher les estimations n'est pas toujours possible. La disponibilité de données antérieures et postérieures à la réalisation du Canal de Panama permet de contourner ces deux difficultés. L'ouverture du canal a en effet réduit, de façon exogène et différenciée, les coûts de transport domestiques entre les régions canadiennes permettant ainsi d'obtenir des estimations non biaisées de l'impact d'une réduction des coûts de transport. Les résultats obtenus montrent que cette réduction a eu un effet positif sur le nombre d'habitants et la valeur des biens immobiliers des municipalités impactées mais un effet négatif sur les salaires nominaux. Ce projet, inscrit au programme de travail 2016, a été finalisé cette année sous la forme d'un document de travail.

RÉFÉRENCE(S)

"Domestic Transport Costs, Canada, and the Panama Canal",
C. Umana Dajud,
Document de travail CEPII,
N° 2017-02, février.

Les annexes

Annexe 1



Les publications du CEPII

N° 149 - 1^{er} trimestre 2017

"Crisis, Potential Output and Hysteresis", Annabelle Mourougane

"Wealth Effects on World Private Financial Saving", Ray C. Fair

"Do Preferential Trade Agreements Contribute to the Development of Trade? Taking into Account the Institutional Heterogeneity", Philippe Saucier, Arslan Tariq Rana

"Plant Exit and U.S. Imports from Low-wage Countries", David L. Rigby, Thomas Kemeny, Abigail Cooke

"Financial Stress and Economic Dynamics: The Case of France", Sofiane Aboura, Bjoern van Roye

"A Dynamic IS-LM-X Model of Exchange Rate Adjustments and Movements", Peijie Wang

N° 150 - 2^e trimestre 2017

"Spillovers Between Food and Energy Prices and Structural Breaks", Alanoud Al-Maadid, Guglielmo Maria Caporale, Fabio Spagnolo, Nicola Spagnolo

"Non-linearity in the Finance-growth Nexus: Evidence from Indonesia", Wahyoe Soedarmono, Iftekhar Hasan, Nuruzzaman Arsyad

"Do Countries' Endowments of Non-renewable Energy Resources Matter for FDI Attraction? A Panel Data Analysis of 125 Countries Over the Period 1995–2012", Aurora A.C. Teixeira, Rosa Forte, Susana Assunção

"The Role of Financial Conditions in Transmitting External Shocks to South Africa", Thanda Sithole, Beatrice D. Simo-Kengne, Modeste Some

"CPI and Inflation in Kenya. Structural Breaks, Non-linearities and Dependence Original Research Article", Luis A. Gil-Alana, Robert Mudida

"Energy Taxes, Reforms and Income Inequality: An Empirical Cross-country Analysis", Walid Oueslati, Vera Zipperer, Damien Rousselière, Alexandros Dimitropoulos

N° 151 - 3^e trimestre 2017

"CO₂ Emissions, Renewable and Non-renewable Energy Consumption, and Economic Growth: Evidence from Panel Data for Developing Countries", Katsuya Ito



Rédacteurs en chef :
V. Mignon & M. Olarreaga
<http://ees.elsevier.com/inteco/>

"From Natural Resource Boom to Sustainable Economic Growth: Lessons from Mongolia", Bin Grace Li, Pranav Gupta, Jiangyan Yu

"Manufacturing Export Diversification and Regionalization of Trade: Which Destinations for Newly Exported Goods?", Julie Regolo

"The Role of Confidence Shocks in Business Cycles and Their Global Dimension", Stéphane Dees

"Dutch Disease and Russia", Katsuya Ito

"On the Drivers of Inflation in Sub-Saharan Africa", Anh D.M. Nguyen, Jemma Dridib, Filiz D. Unsal, Oral H. Williams

"A Quality-adjusted AIDS Model in the Study of French Imports", Dr. Thannaletchimy Thanagopal, Félix Housset

N° 152 - 4^e trimestre 2017

"Comment: Inferring Trade Costs from Trade Booms and Trade Busts", Guillaume Corlay, Stéphane Dupraz, Claire Labonne, Anne Muller, Céline Antonin, Guillaume Daudin

"Offshore Renminbi Trading: Findings from the 2013 Triennial Central Bank Survey", Yin-Wong Cheung, Matthew S. Yiu

"Relationships Between International Tourism and Modes of Foreign Market Access", Akinori Tomohara

"Financial Liberalization and Systemic Banking Crises: A Meta-analysis", Mekki Hamdaoui

"An Empirical Model of Diversification Cones and Wage Inequality for the States of Brazil", Eleydiane Maria Gomes Vale, João Mário Santos De França

"On the Link Between Current Account and Oil Price Fluctuations in Diversified Economies: The Case of Canada", Blaise Gnimassoun, Marc Joëts, Tovonony Razafindrabe

"Internationalization modes and Productivity of Italian Manufacturing: Some Firm-level Evidence", Rosa Capolupo, Vito Amendolagine, Laura Serlenga

"Understanding the Decision-making Process of Sovereign Wealth Funds: The Case of Temasek", J.Y. Gnabo, M. Kerkour, C. Lecourt, H. Raymond

"Does the J-curve Hypothesis Hold for a Small Open Economy? Evidence from Time-varying Coefficients of a Distributed-lag Model for Tunisia", Mohamed Mehdi Jelassi, Jamel Trabelsi, Maryem Turki

"Central Bank Policy Rates: Are they Cointegrated?", Guglielmo Maria Caporale, Hector Carcel, Luis Gil-Alana

"Exchange rate misalignments in energy-exporting countries: Do sovereign wealth funds matter?", Hélène Raymond, Dramane Coulibaly, Luc Désiré Omgba

LA LETTRE DU CEPII

11 numéros par an. Ce 4 pages traite de questions liées à l'actualité en s'appuyant sur la recherche menée au CEPII.



Rédacteurs en chef :
J. Couppey-Soubeyran & S. Piton
Disponible sur www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/lettre.asp

"La politique commerciale au service de la politique climatique", par Lionel Fontagné et Jean Fouré.

n° 373, janvier

"L'ouverture des canaux de Suez et de Panama et l'énigme de la distance", par Jules Hugot et Camilo Umana Dajud.

n° 374, février

"Sur- et sous-évaluations de change en zone euro : vers une correction soutenable des déséquilibres ?", par Cécile Couharde, Anne-Laure Delatte, Carl Grekou, Valérie Mignon et Florian Morvillier.

n° 375, mars

"Pro-cyclicité des bilans bancaires : quels sont les effets des activités en devises ?", par Justine Pedrono.

n° 376, avril

"La demande alimentaire mondiale en 2050", par Christophe Gouel et Houssein Guimbard.

n° 377, mai

"Pourquoi de si hauts salaires dans la finance ?", par Ariell Reshef.

n° 378, mai

"Les inégalités, un moteur du crédit aux ménages", par Rémi Bazillier, Jérôme Héricourt et Samuel Ligonnière.

n° 379, juillet

"Retrait des États-Unis de l'Accord de Paris : le relais encourageant des initiatives locales", par Cecilia Bellora et Jean Fouré.

n° 380, septembre

"Baisse du dollar : tous perdants au sein de la zone euro ?", Cécile Couharde, Anne-Laure Delatte, Carl Grekou, Valérie Mignon et Florian Morvillier.

n° 381, octobre

"Réduire les divergences en zone euro en régulant les cycles financiers", par Jézabel Couppey-Soubeyran et Salim Dehmej.

n° 382, novembre

"Migrations et salaires : le cas des rapatriés d'Algérie", par Anthony Edo.

n° 383, décembre



Disponible sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp

THE CEPII NEWSLETTER

La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ ou des enjeux des sujets traités. La Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée onze fois par an à ses 6 139 abonnés.

Une sélection des différents éclairages est présentée ici.

Faits et chiffres

Mars

"Le décollage du marché des biens de consommation en Chine et son impact sur le commerce mondial", par Françoise Lemoine et Deniz Ünal

Avril

" +46% is the increase in global food demand for 2050" as projected by CEPII and INRA

Bases de données

Septembre

EQCHANGE

Edito

Janvier

"Les conséquences internationales du projet de réforme fiscale des Républicains américains", par Jean-François Boittin et Sébastien Jean.

Février

"La politique commerciale au service de la politique climatique", par Lionel Fontagné et Jean Fouré

Avril

"Frexit, quelles conséquences ?", par les économistes du CEPII.

Décembre

"Trade versus protectionism", par Sébastien Jean et Ariell Reshef.

Focus

Octobre

"Mesurer l'impact du retrait des États-Unis de l'Accord de Paris", par Cecilia Bellora et Jean Fouré.

LES "POLICY BRIEFS" DU CEPII

Les éclairages du CEPII, sur les questions de politique économique internationale (en anglais).



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp

"Who is Afraid of the Brain Drain? A Development Economist's View", par Hillel Rapoport.

n° 14, février

"Trade and Labor Market: What Do We Know?", par Matthieu Crozet et Gianluca Orefice.

n° 15, mars

"Trade and Macro-Economic Issues for International Co-Ordination in Tense Times", par Anne-Laure Delatte et Sébastien Jean.

n° 16, juin

"Trump and the Dollar in the Reflection of History", par Michel Aglietta et Virginie Coudert.

n° 17, septembre

"Why Trade, and What Would Be the Consequences of Protectionism?", par Sébastien Jean et Ariell Reshef.

n° 18, novembre

"Are State-Contingent Sovereign Bonds the Solution to Avoid Government Debt Crisis?", par Christophe Destais.

n° 19, novembre

"Uncertainty Fluctuations: Measures, Effects and Macroeconomic Policy Challenges", par Laurent Ferrara, Stéphane Lhuissier et Fabien Tripier.

n° 20, décembre



[www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/
panorama_analytique.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama_analytique.asp)

LE PANORAMA DU CEPII

La collection du Panorama du CEPII présente des analyses d'économie internationale, des compendiums de statistiques à partir des données originales du Centre, ainsi que des documents méthodologiques relatifs aux indicateurs utilisés dans les publications, les bases de données ou les Profils du CEPII. Élaborée dans une visée pédagogique, elle se propose comme un outil d'enseignement d'économie internationale. Ses illustrations, téléchargeables au format image, peuvent s'incorporer aisément dans vos propres documents.

n° 2017-01, mars

"Le décollage du marché des biens de consommation en Chine et son impact sur le commerce mondial", par Françoise Lemoine et Deniz Ünal.

n° 2017-02, juin

"Comparaisons statistiques internationales : regards croisés France-Allemagne", par Stéphane Tagnani et Deniz Ünal.

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2018

Chaque année, le CEPII publie, dans la collection "Repères" des analyses inédites des grandes questions économiques mondiales. Des compléments statistiques situent les évolutions récentes dans une perspective longue.

"Introduction"

Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran, Grégoire Elkouby

"I. Vue d'ensemble : le printemps... ou une hirondelle ?"

Sébastien Jean

"II. Capitalisme : les mutations d'un système de pouvoirs "

Michel Aglietta

"III. Les paradis fiscaux, des paradis pas du tout artificiels"

Anne-Laure Delatte

"IV. La démondialisation n'aura pas lieu "

Sébastien Jean

"V. Brexit : quel coût pour le Royaume-Uni ? Quel coût pour l'Europe ?"

Vincent Vicard

"VI. Mondialisation et technologie : créatrices ou destructrices d'emploi ?"

Ariell Reshef, Farid Toubal

"VII. Russie : l'étroit chemin des réformes"

Sébastien Barbé

"Base de données sur l'économie mondiale"

Alix de Saint Vaulry



Sous la direction
d'Isabelle Bensidoun
& Jézabel Couppey-Soubeyran

Collection Repères,
Éditions La Découverte



Sous la direction
d'Isabelle Bensidoun
& Jézabel Couppey-Soubeyran

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE EN CAMPAGNE

C'est pour éclairer le débat pendant la campagne présidentielle que L'économie internationale en campagne, des billets courts sous forme de questions-réponses pour rendre accessibles à un large public les travaux du CEPII, a été réalisée.

"Pourquoi l'économie internationale en campagne ?", par Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran et Sébastien Jean

"Faut-il craindre le retour du protectionnisme ?", par Sébastien Jean

"Où vont les profits des multinationales ?", par Laurence Nayman

"En quoi les décisions des multinationales nous concernent-elles ?", par Antoine Vatan

"Régulation financière : le temps de la pause ?", par Jézabel Couppey-Soubeyran

"À quoi tient la progression des salaires dans la finance ?", par Ariell Reshef

"Faut-il avoir peur de l'économie chinoise ?", par Christophe Destais

"Peut-on se passer des capitaux chinois ?", par Andrea Goldstein et Françoise Lemoine

"L'Union européenne est-elle naïve dans sa politique commerciale ?", par Sébastien Jean

"L'Union européenne doit-elle continuer de signer des accords de libre-échange ?", par Jean Fouré

"Décennie perdue dans la zone euro : stop ou encore ?", par Jérôme Héricourt et Fabien Tripier

"La zone euro a-t-elle perdu l'équilibre ?", par Sophie Piton

"Abandonner l'euro : possible ? profitable ?", par Anne-Laure Delatte

"Comment redonner vie au projet européen ?", par Michel Aglietta

"Immigration en France : quelles réalités ?", par Anthony Edo

"L'immigration tire-t-elle les salaires et l'emploi vers le bas ?", par Anthony Edo

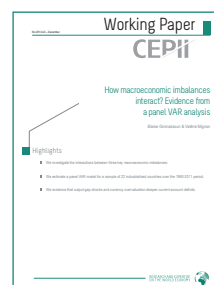
"Le tout renouvelable est-il possible ?", par Stéphanie Monjon

"Climatiser la finance pour financer le climat", par Étienne Espagne

"Hausse et baisses d'impôts : quels effets sur la croissance ?", par Thomas Grjebine

"La productivité du travail est-elle vouée à la stagnation ?", par Michel Fouquin

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII



Disponibles sur
[www.cepii.fr/CEPII/fr/
 publications/wp.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp)

"Structure of Income Inequality and Household Leverage: Theory and Cross-Country Evidence", par Rémi Bazillier, Jérôme Héricourt et Samuel Ligonnière.

n° 2017-01, février

"Domestic transport costs, Canada, and the Panama Canal", par Camilo Umana Dajud.

n° 2017-02, février

"The International Elasticity Puzzle Is Worse Than You Think", par Lionel Fontagné, Philippe Martin, Gianluca Orefice.

n° 2017-03, février

"The Role of Fees in Foreign Education: Evidence From Italy and the United Kingdom", par Michel Beine, Marco Delogu et Lionel Ragot.

n° 2017-04, mars

"Nutrition Transition and the Structure of Global Food Demand", par Christophe Gouel et Houssein Guimbard.

n° 2017-05, mars

"Banking Leverage Procyclicality: a Theoretical Model Introducing Currency Diversification", par Justine Pedrono.

n° 2017-06, avril

"On the Current Account - Biofuels Link in Emerging and Developing Countries: Do Oil Price Fluctuations Matter?", par Gabriel Gomes, Emmanuel Hache, Valérie Mignon, Anthony Paris.

n° 2017-07, mai

"On the Seemingly Incompleteness of Exchange Rate Pass-through to Import Prices: Do Globalization and/or Regional Trade Matter?", par Antonia Lopez-Villavicencio et Valérie Mignon.

n° 2017-08, juin

"Banks' Leverage Procyclicality: Does Currency Diversification Matter?", par Justine Pedrono et Aurélien Violon.

n° 2017-09, juin

"Spatial Differencing: Estimation and Inference", par Federico Belotti, Edoardo Di Porto et Gianluca Santoni.

n° 2017-10, juin

n° 2017-11, juin	"Agricultural Trade Liberalization in the 21st Century: Has it Done the Business?", par Jean-Christophe Bureau, Houssein Guimbard et Sébastien Jean.
n° 2017-12, juillet	"Minimum Wages and the Labor Market Effects of Immigration", par Anthony Edo et Hillel Rapoport.
n° 2017-13, juillet	"The Impact of Immigration on Wage Dynamics: Evidence from the Algerian Independence War", par Anthony Edo.
n° 2017-14, juillet	"EQCHANGE: A World Database on Actual and Equilibrium Effective Exchange Rates", par Cécile Couharde, Anne-Laure Delatte, Carl Grekou, Valérie Mignon et Florian Morvillier.
n° 2017-15, août	"Trilemma, Dilemma and Global Players", par Samuel Ligonnière.
n° 2017-16, septembre	"Banks in Tax Havens: First Evidence Based on Country-by-Country Reporting", par Vincent Bouvatier, Gunther Capelle-Blancard et Anne-Laure Delatte.
n° 2017-17, septembre	"Exporting Creative and Cultural Products: Birthplace Diversity Matters!", par Gianluca Orefice et Gianluca Santi.
n° 2017-18, octobre	"International Trade, Quality Sorting and Trade Costs: The Case of Cognac", par Charlotte Emlinger et Viola Lamani.
n° 2017-19, novembre	"Some Doubts about the Economic Analysis of the Flow of Silver to China in 1550-1820", par Jacques Melitz.
n° 2017-20, décembre	"Immigration and Electoral Support for the Far Left and the Far Right", par Anthony Edo, Yvonne Giesing, Jonathan Öztunc, Panu Poutvaara.
n° 2017-21, décembre	"Regional Integration and Informal Trade in Africa: Evidence from Benin's Borders", par Cristina Mitaritonna, Sami Bensassi et Joachim Jarreau.
n° 2017-22, décembre	"Hierarchy of Trade and Sequential Exporting", par Vincent Boitier et Antoine Vatan.
n° 2017-23, décembre	"Corruption for Sales", par Mathieu Couttenier et Farid Toubal.
n° 2017-24, décembre	"Breaking Away from Icebreakers: The Effect of Melting Distances on Trade and Welfare", par Jules Hugot et Camilo Umana Dajud.
n° 2017-25, décembre	"Uncertainty and the Macroeconomy: Evidence from an Uncertainty Composite Indicator", par Amélie Charles, Olivier Darné et Fabien Tripier.

LES RAPPORTS D'ÉTUDE DU CEPII

Études réalisées le plus souvent dans le cadre de contrats et mis à disposition du public après levée d'embargo.



Disponibles sur
[www.cepii.fr/CEPII/fr/
publications/reports.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/reports.asp)

"EU - UK Agricultural Trade: State of Play and Possible Impacts of Brexit", par Cecilia Bellora Charlotte Emlinger, Jean Fouré et Houssein Guimbard.

n° 2017-01, novembre



Disponibles sur
<http://www.cepri.fr/BLOG/bi/blog.asp>

LE BLOG DU CEPII

L'actualité économique déchiffrée par les économistes du CEPII.

"La double incohérence du protectionnisme selon Donald Trump", Billet du 6 janvier, par S. Jean.

"Le projet de transformation du système fiscal par les Républicains, un outil du protectionnisme (1/2)", Billet du 16 janvier, par J. Boittin.

"Le projet de transformation du système fiscal par les Républicains, un outil du protectionnisme (2/2)", Billet du 16 janvier, par J. Boittin.

"'Destination-based Cash-flow Tax', la concurrence fiscale puissance quatre des républicains américains", Billet du 16 janvier, par S. Jean.

"L'économie internationale en campagne", dans la série L'économie internationale en campagne, Billet du 17 janvier, par I. Bensidoun, J. Coupey-Soubeyran, S. Jean.

"Immigration en France : quelles réalités ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 17 janvier, par A. Edo.

"Trump, l'inflation et le dollar", Billet du 19 janvier, par C. Destais.

"Faut-il craindre le retour du protectionnisme ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 24 janvier, par S. Jean.

"Quel sera le coût économique de l'incertitude politique créée par l'élection de Donald Trump ?", Billet du 25 janvier, par F. Tripiér, S. Lhuissier.

"Climatiser la finance pour financer le climat", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 31 janvier, par É. Espagne.

"Donald Trump engage une bataille perdue contre la géographie", Billet du 3 février, par L. Fontagné, G. Santoni.

"Décennie perdue dans la zone euro : stop ou encore ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 7 février, par J. Héricourt, F. Tripiér.

"Régulation financière : le temps de la pause ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 14 février, par J. Couppey-Soubeyran.

"Multi-destination Exporters Coping with Stringent Technical Regulations", Billet du 20 février, par L. Fontagné, G. Orefice.

"L'immigration tire-t-elle les salaires et l'emploi vers le bas ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 21 février, par A. Edo.

"Réforme fiscale aux États-Unis : pour ou contre la Border Adjustment Tax (BAT) ?", Billet du 22 février, par J. Boittin.

"La fin du libre-échange a-t-elle sonné ?", Billet du 27 février, par S. Jean.

"Abandonner l'euro : possible ? profitable ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 28 février, par A. Delatte.

"Le tout renouvelable est-il possible ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 7 mars, par S. Monjon.

"Firms outcomes and local migrant workers supply", Billet du 7 mars, par C. Mitaritonna, G. Orefice, G. Peri.

"La Chine devient un grand importateur de biens de consommation, avec l'UE comme principal fournisseur", Billet du 13 mars, par F. Lemoine, D. Ünal.

"L'Union européenne doit-elle continuer de signer des accords de libre-échange ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 14 mars, par J. Fouré.

"Lex monetæ : de quoi parle-t-on ?", Billet du 14 mars, par C. Destais.

"La zone euro a-t-elle perdu l'équilibre ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 21 mars, par S. Piton.

"Sortie de l'euro et compétitivité française", Billet du 21 mars, par M. Aglietta, A. Delatte, E. Espagne, C. Grekou, T. Grjebine, J. Héricourt, V. Mignon, F. Morvillier, J. Pedrono, F. Tripier.

"Peut-on se passer des capitaux chinois ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 28 mars, par A. Goldstein, F. Lemoine.

"Quels effets un réalignement du taux de change français produirait-il sur les dettes ?", Billet du 30 mars, par A. Delatte, J. Héricourt, J. Pedrono.

"Faut-il avoir peur de l'économie chinoise ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 31 mars, par C. Destais.

"En quoi les décisions des multinationales nous concernent-elles ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 4 avril, par A. Vatan.

"Comment redonner vie au projet européen ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 11 avril, par M. Aglietta.

"L'Union européenne est-elle naïve dans sa politique commerciale ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Vidéo du 14 avril, par S. Jean.

"À quoi tient la progression des salaires dans la finance ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Billet du 18 avril, par A. Reshef.

"Hausse et baisses d'impôts : quels effets sur la croissance ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Billet du 25 avril, par T. Grjebine.

"Où vont les profits des multinationales ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Billet du 2 mai, par L. Nayman.

"La productivité du travail est-elle vouée à la stagnation ?", dans la série L'économie internationale en campagne, Billet du 5 mai, par M. Fouquin.

"Cent jours de politique commerciale Trump : de noirs nuages s'amoncellent à l'horizon...", Billet du 5 mai, par J. Boittin.

"Du Made in... importé", Billet du 9 mai, par C. Emlinger, G. Santoni.

"The International Elasticity Puzzle is Worse Than You Think", Billet du 11 mai, par L. Fontagné, G. Orefice, P. Martin.

"Accord commercial 'intérimaire' entre la Chine et les États-Unis : la Chine remporte le premier set, 6-2", Billet du 19 mai, par J. Boittin.

"Le retrait américain de l'Accord de Paris : de la suite dans le dédain", Billet du 12 juin, par S. Monjon.

"Protectionnisme américain : la section 232, 'joker' du Président Trump ?", Billet du 14 juin, par J. Boittin.

"Le paradigme macroéconomique allemand et la réforme de la zone Euro", Billet du 14 juin, par C. Destais.

"Latin America : Investing in Infrastructure is Key to Achieve Long Term Sustained Growth", Billet du 27 juin, par C. Umana Dajud.

"Trump, le climat et le retour de l'incertitude", Billet du 10 juillet, par M. Aglietta, E. Espagne, B. Perrissin Fabert.

"Angela Merkel fait le pari risqué de la relance de l'Europe monétaire", Billet du 11 juillet, par C. Destais.

"Exporter et importer, l'un ne va pas sans l'autre", Billet du 17 juillet, par P. Hadji-Lazaro.

"L'économie mondiale 2018 : quelques hirondelles feront-elles le printemps ?", Billet du 30 août, par I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran, G. Elkouby.

"CETAsse compliqué... Où en sommes-nous exactement ?", Billet du 1^{er} septembre, par C. Bellora.

"Les défis de l'économie mondiale en 2018", Vidéo du 14 septembre, par S. Jean.

"La hausse des inégalités est-elle un facteur d'endettement et d'instabilité financière ?", Billet du 19 septembre, par R. Bazillier, J. Héricourt, S. Ligonnière.

"Le Canada et Bombardier, premières victimes de la guerre commerciale menée par l'administration Trump", dans la série Protectionnisme, Billet du 28 septembre, par J. Boittin.

"Mieux lier les accords commerciaux à des clauses non commerciales : pourquoi et comment ?", Billet du 13 octobre, par S. Jean.

"Les dangers monétaires de la politique de Trump", Vidéo du 23 octobre, par M. Aglietta.

"Japan-Europe, the unnoticed megadeal", Billet du 26 octobre, par S. Jean.

"La démondialisation n'aura pas lieu", Vidéo du 7 novembre, par S. Jean.

"Réforme fiscale américaine : le retour de la taxe d'ajustement aux frontières ?", Billet du 10 novembre, par J. Boittin.

"La croissance irlandaise est-elle factice ?", Billet du 13 novembre, par L. Nayman.

"Le Royaume-Uni, grand perdant du Brexit ...", dans la série Brexit, Vidéo du 21 novembre, par V. Vicard.

"Refonder la zone euro par la politique économique", Vidéo du 7 décembre, par J. Couppey-Soubeyran.

"Le nouveau visage de l'action climatique aux États-Unis", Billet du 13 décembre, par C. Bellora, J. Fouré.

"Feu sur l'OMC ?", dans la série Protectionnisme, Billet du 13 décembre, par J. Boittin.

Annexe 2



Le site internet du CEPII

LE SITE INTERNET DU CEPII

www.cepii.fr

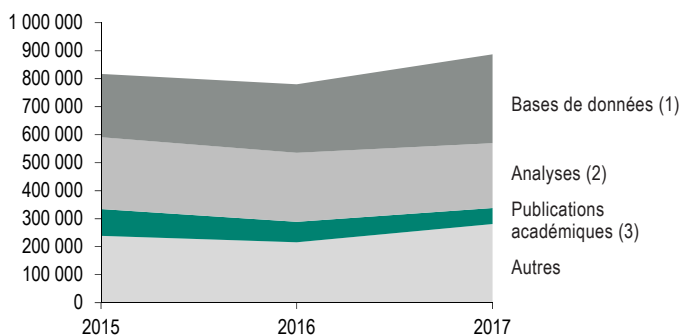
L'offre du site

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Pour l'année et pour l'ensemble des produits depuis leur création, depuis la numérisation de l'ensemble des publications : 601 documents de travail depuis 1994 et 528 lettres (dont 148 en anglais) depuis 1979, les résumés de 152 numéros de la revue *International Economics* depuis 1980. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 22 *Documents de travail*, 7 Policy briefs, 11 numéros de *La Lettre du CEPII*, 11 *Newsletters en français*, 11 *Newsletters en anglais*, 2 *Panorama du CEPII*, 51 réunions, 4 numéros d'*International Economics*. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, ont été ajoutées : 233 articles ou interviews dans les médias, 18 articles dans les revues scientifiques.

Fréquentation

Selon les deux outils de mesure d'audience globale les plus pertinents utilisés, Xiti et Google, les chiffres de fréquentation globale varient sensiblement: respectivement 872 172 et 909 688 pages vues ; 278 655 et 268 289 visites. Seul Xiti nous permet

Les pages vues, par type de produits CEPII : évolution 2015-2017



(1) Les bases de données comprennent les bases du CEPII, Visualdata et les Institutions, base du ministère des Finances hébergée au CEPII.

(2) L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas du CEPII, CEPII Policy Briefs,

(3) Working Papers, Rapports de recherche et *International Economics* (hébergée depuis 2013 chez Elsevier).

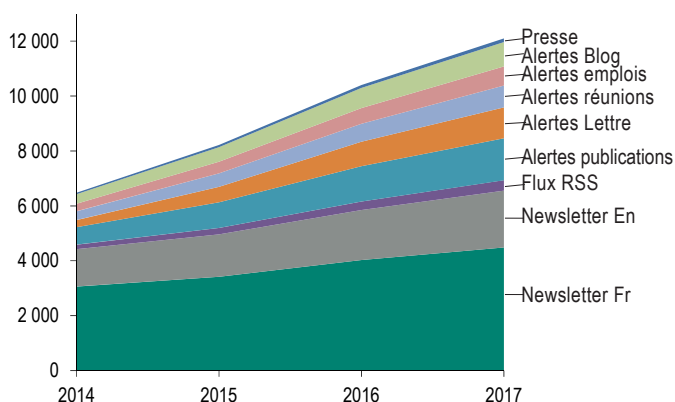
Source : REPEC et XITI.

une analyse fine sur l'évolution de la structure de l'audience. À cela s'ajoute les statistiques de REPEC, plateforme qui s'adresse spécifiquement à la communauté internationale des économistes.

La fidélisation croissante du public

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais de la Newsletter du CEPII. Est également proposé un abonnement à des alertes et des flux RSS. Le nombre total d'inscrits fin 2017 était de 6 349 (+763 par rapport à 2016), sachant qu'un même inscrit est souvent abonné à plusieurs supports d'information.

Internauts fidélisés : évolution 2014-2017



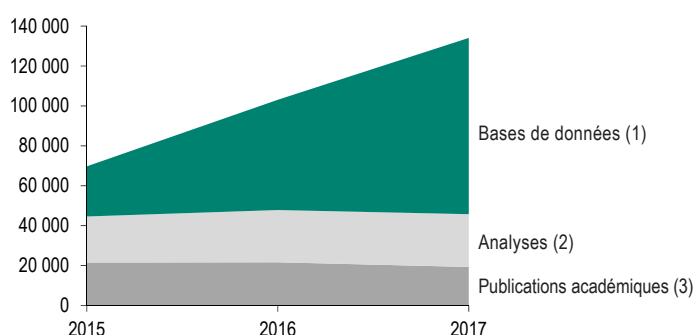
Source : CEPII.

On enregistre, en 2017, 5 798 nouvelles inscriptions pour la consultation et le téléchargement des bases de données du CEPII, portant le nombre total d'inscriptions à 28 712.

Les téléchargements

Les téléchargements rendent compte de l'appropriation des travaux du CEPII par les internautes à des fins de recherche ou à des fins pédagogiques. À noter, que la possibilité de téléchargement individuel des graphiques des Panoramas analytiques a généré 1 184 téléchargements. Les pages interactives des profils pays ont généré 24 744 téléchargements (doublement par rapport à 2016).

Téléchargements : évolution 2015-2017



(1) Les bases de données comprennent les bases du CEPII, Visualdata et les Institutions, base du Ministère des Finances hébergée au CEPII.

(2) L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas du CEPII, CEPII Policy Briefs.

(3) Working Papers, Rapports de recherche et International Economics (hébergée depuis 2013 chez Elsevier).

Source : REPEC et XITI

Détail des téléchargements 2015- 2017

	2017	2016	2015
Publications académiques	19 348	21 677	21 591
Documents de travail	17 424	20 607	20 166
International Economics	1 924	1 070	11 425
Analyses	27 837	26 144	23 025
La Lettre du CEPII	12 687	14 885	14 654
L'économie mondiale	6 362	5 655	1 030
Panoramas	2 530	1 446	2 485
Policy Briefs	1 561	1 799	1 524
Blog	3 320	2 359	
L'économie internationale en campagne	1 377		
Bases de données	88 250	55 303	25 091

Une audience internationale

Répartition géographique des visites en 2017

Total	Europe	France	Asie	Amérique du Nord	Afrique	Amérique du Sud	Océanie
100 %	67 %	50 %	13 %	10 %	8 %	2 %	1 %

Le CEPII dans la communauté économique internationale

Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'*American Economic Association*. Le CEPII y est classé au 12^e rang mondial des think tanks (<https://ideas.repec.org/top/top.ttanks.html>, mai 2018) et au 17^e rang mondial toutes institutions confondues dans le domaine du commerce international (<https://ideas.repec.org/top/top.int.html>, mai 2018). Dans le classement GGTTTI qui considère plus de 6 500 institutions, le CEPII apparaît au 29^e rang mondial dans le domaine de l'économie internationale.

Annexe 3



Les publications hors CEPII

LES PUBLICATIONS HORS CEPII¹

En gras : revues à comité de lecture

AGLIETTA Michel, VALLA Natacha, "Macroéconomie financière", La Découverte, juillet.

BAS Maria, MAYER Thierry, THOENIG Mathias, **"From Micro to Macro: Demand, Supply, and Heterogeneity in the Trade Elasticity"**, Journal of International Economics, n° 108, p. 1-19.

BAZILLIER Rémi, HÉRICOURT Jérôme, **"The Circular Relationship Between Inequality, Leverage, and Financial Crises"**, Journal of Economic Surveys, vol. 31(2), Wiley, p. 463-496, avril.

BEKES Gabor, FONTAGNÉ Lionel, MURAKOZY Balazs, VICARD Vincent, **"Shipment Frequency of Exporters and Demand Uncertainty"**, Review of World Economics, vol. 4(153), p. 779-807, novembre.

BOILLOT Jean-Joseph, "L'Inde ancienne au chevet de nos politiques", Du Felin Eds, mai.

BOUËT Antoine, EMLINGER Charlotte, LAMANI Viola, **"What Determines Exports of Luxury Products? The Case of Cognac"**, Journal of wine Economics, vol. 1(12), p. 1-22.

COUTTENIER Mathieu, TOUBAL Farid, **"Corruption for Sales"**, Journal of Comparative Economics, vol. 45(1), p. 56-66.

DESTAIS Christophe, "Angela Merkel fait le pari risqué de la relance de l'Europe monétaire", The Conversation, n° 2 juillet.

EDO Anthony, TOUBAL Farid, **"Immigration and the Gender Wage Gap"**, European Economic Review, vol. 92(2), p. 196-214, février.

EDO Anthony, JACQUEMET Nicolas, YANNELIS Constantine, **"Language Skills and Homophilous Hiring Discrimination: Evidence from Gender and Racially Differentiated Applications"**, Review of Economics of the Household, p. 1-28, octobre.

FONTAGNÉ Lionel, SANTONI Gianluca, "Value Added in Motion: Determinants of Value Added Location within the EU", Centro Studi Luca D'Agliano Development Studies Working Papers, n° 424.

¹ Les auteurs CEPII sont en vert

FONTAGNÉ Lionel, FOURÉ Jean, KECK Alexander, **"Simulating World Trade in the Decades Ahead: Driving Forces and Policy Implications"**, World Economy, vol. 40(1), p. 36-55, janvier.

FONTAGNÉ Lionel , HARRISON Ann, "The Factory-Free Economy", Oxford University Press, p. 384, mars.

FOURÉ Jean, FONTAGNÉ Lionel, SANTONI Gianluca, "Value Added in Motion: Macroeconomic Implications of Energy Price Trajectories", Centro Studi Luca D'Agliano Development Studies Working Papers, n° 426, janvier.

FOURÉ Jean, FONTAGNÉ Lionel, "Value Added in Motion: Modelling World Trade Patterns at the 2035 Horizon", Centro Studi Luca D'Agliano Development Studies Working Papers, n° 425, janvier.

FOURÉ Jean, FONTAGNÉ Lionel, "Changement climatique et commerce : quelques simulations de politique économique", focus du Conseil d'Analyse Économique, n° 015-2017, CAE, p. 1-9, janvier.

GINSBURGH Victor, MELITZ Jacques, TOUBAL Farid, **"Foreign Language Learning and Trade"**, Review of International Economics, vol. 25(2), p. 320-361, mai.

GRJEBINE Thomas, TRIPIER Fabien, **"Finance, crises et croissance"**, Revue d'économie financière, vol. 3(127), p. 121-134.

GRJEBINE Thomas, TRIPIER Fabien, Szczerbowicz Urszula, **"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries"**, European Economic Review, vol. 101, p. 77-100, octobre.

GUIMBARD Houssein, LE GOFF Maëlan, **"Mega-Deals: What Consequences for SSA?"**, Journal of African Economies, vol. 26(2), p. 1-33, mars.

GUIMBARD Houssein, BUREAU Jean-Christophe, JEAN Sébastien, "Chapter 6: Tariff Policies and the Progress Toward Open Markets for Agricultural Products", *In Handbook on International Food and Agricultural Policy* (General Editor: Tim Josling); Volume III: International Trade Rules for Food and Agricultural Products (Karl Meilke and Tim Josling), Karl Meilke and Tim Josling, décembre.

HACHE Emmanuel, LEBoulLENGER Déborah, MIGNON Valérie, **"Beyond Average Energy Consumption in the French Residential Housing Market: A Household Classification Approach"**, Energy Policy, vol. 107(August), p. 82-95.

JOËTS Marc, MIGNON Valérie, RAZAFINDRABE Tovonony, **"Does the Volatility of Commodity Prices Reflect Macroeconomic Uncertainty?"**, Energy Economics, vol. 68(October), p. 313-326, octobre.

LEMOINE Françoise, ÜNAL Deniz, **"China's Foreign Trade: A "New Normal"?"**, China & World Economy, vol. 25(2), p. 1–21, avril.

LEMOINE Françoise, ÜNAL Deniz, **"Il decollo del mercato cinese dei beni di consumo e l'impatto sul commercio mondiale"**, Note sull'industria mondiale, Nomisma, n° 2017-01, Nomisma, avril.

LOPEZ-VILLAVICENCIO Antonia, MIGNON Valérie, **"Exchange Rate Pass-through in Emerging Countries: Do the Inflation Environment, Monetary Policy Regime and Central Bank Behavior Matter?"**, Journal of International Money and Finance, vol. 79(December), p. 20-38.

MANZOCCHI Stefano, QUINTIERI Beniamino, SANTONI Gianluca, **"Local Manufacturing Productivity Markers: An Empirical Study of the Italian Counties"**, The Annals of Regional Science, vol. 1(59).

MAYER Thierry, TREVIEN Corentin, **"The Impacts of Urban Public Transportation: Evidence from the Paris Region"**, Journal of Urban Economics, vol. 102, p.1-21 , novembre.

MAYNERIS Florian, MAYER Thierry, PY Loriane, **"The Impact of Urban Enterprise Zones on Establishments' Location Decisions: Evidence from French ZFUs"**, Journal of Economic Geography, vol. 4(17), p. 709-752.

MIGNON Valérie, ALLEGRET Jean-Pierre, COUHARDE Cécile, RAZAFINDRABE Tovonony, **"Oil Currencies in the Face of Oil Shocks: What Can Be Learned from Time-varying Specifications?"**, Applied Economics, vol. 49(18), p. 1774-1793.

MITARITONNA Cristina, OREFICE Gianluca, PERI Giovanni, **"Immigration and Firms' Productivity: Evidence from France"**, European Economic Review, vol. 96(96), p. 62-82, juillet.

MONJON Stéphanie, GUIVARCH Céline, **"Energy Security in a Low-carbon World: Identifying the Main Uncertain Drivers of Energy Security in Europe"**, Energy Economics, vol. May(64), Elsevier, p. 530-541 , avril.

OREFICE Gianluca, **"Non-tariff Measures, Specific Trade Concerns and Tariff Reduction"**, World Economy, vol. 40(9), p. 1707–2030, septembre.

PITON Sophie, **"A European Disease? Nontradable Inflation and Real Interest Rate Divergence in Europe"**, Cesifo Economic Studies, n° 63(2), février.

RAGOT Lionel, LE GOFF Maelan, NAVAUX Julien, "The Impact of Life Stages on Parent-Child Transfers", *In A Longitudinal Approach to Family Trajectories in France*, Springer, Arnaud Regnier-Loilier (Ed.), p. 199-215, juin.

RAMOS Priscila Maria, CHISARI O. Omar, MARTINEZ VILA Pablo Juan, **"Scale, Technique and Composition Effects of CO2 Emissions under Trade Liberalization of EGS: A CGE Evaluation for Argentina"**, International Journal of Social, Behavioral, Educational, Economic Business and Industrial Engineering, vol. 4(7), p. 1698-1702, juillet.

RAPOPORT Hillel, BARSBAL Toman, STEINMAYR Andreas, TREBESCH Christoph, **"The Effect of Labor Migration on the Diffusion of Democracy: Evidence from a Former Soviet Republic"**, American Economic Journal: Applied Economics, vol. 9(3), p. 36-69, juillet.

RYAN J. Michael, TOUBAL Farid, "Hollowing out of the Japanese Economy: A Long Term Perspective", *In The Factory-Free Economy: Outsourcing, Servitization, and the Future of Industry*, Oxford University Press.

TRAPIER Fabien, SZCZERBOWICZ Urszula, GRJEBINE Thomas, "Le financement obligataire comme facteur de reprise ?", Le Blog de la Banque de France, 16 juin.

Annexe 4



Le CEPII dans les médias

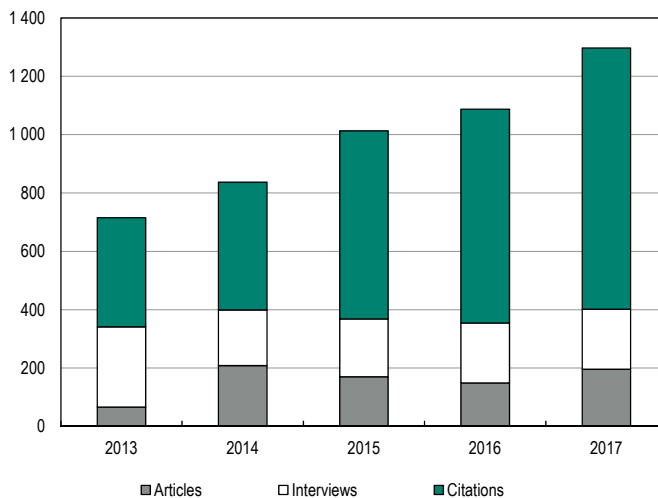
LE CEPII DANS LES MÉDIAS

En 2017, les économistes du CEPII ont publié 92 articles de presse et réalisé 100 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 2 182 fois sur le web et dans la presse écrite.

Tableau : nombre de mentions du CEPII sur le web et dans la presse écrite

Année	2013	2014	2015	2016	2017
Citations	1 627	1 785	1 987	2 085	2 182

Répartition des mentions du CEPII par type de supports, 2013-2017



Source : Référencement par le CEPII à partir de Kantarmedia et Meltwater.

Note : le CEPII recense les coupures de presse fournies par l'Argus de la presse pour la presse écrite en français et les alertes envoyées par Meltwater et Google pour les citations sur les sites internet dans le monde. Les économistes notifient également leurs interventions dans les médias audiovisuels et dans la presse écrite internationale. Les reprises d'articles déjà parus dans des médias différents ne sont pas exhaustives.

Annexe 5



Rencontres organisées
par le CEPII
et le Club du CEPII

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPIL

A - COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

Understanding the Distributional Impact of Growth-Enhancing Policies on Income Inequality in Low-Income Developing Countries

2 mars
Paris

Theories and Methods in Macroeconomics - 21st Conference

Organisé par Católica Lisbon School of Business & Economics (CEPIL, sponsor)

16-17 mars
Lisbonne, Portugal

Les printemps de l'économie 2017 : 20 défis pour la France

Le CEPIL, partenaire scientifique du Printemps

20-23 mars
Paris

Central Bank Policies and the Debt Trap

28 mars
Paris

Adrien Matray "Ré-ouvrir les débats macroéconomiques avec la boîte à outils micro-économétrique"

3 mai
Paris

Workshop sur les économies émergentes

Coorganisé avec la Direction Générale des Études et des Relations Internationales de la Banque de France

4 mai
Paris

Can Innovation Help U.S. Manufacturing Firms Escape Import Competition from China?

5 mai
Paris

3rd MENA Trade Workshop

This workshop is organized by the World Trade Organization Chair at Tunis Business School in partnership with the Faculty of Economics and Political Science at Cairo University, the University of Tunis, the World Trade Organization and the Trade Practice at the World Bank. It aims to bring together leading researchers from around the world, young researchers and PhD students in particular from the MENA region.

17 mai
Le Caire, Égypte

Exchange Rate Disconnect in General Equilibrium

17 mai
Paris

Franco-German Conference - Europe Reshaped? Economic Implications and Challenges after the French Elections

En partenariat avec CESifo-DIW-OFCE.

15-16 juin
Berlin, Allemagne

22-23 juin
Paris

Compétitivité, Agriculture et Alimentation - Colloque SFER

Colloque scientifique de la Société Française d'Economie Rurale en partenariat avec la Chambre Régionale d'Agriculture Grand Est.

26-27 juin
Lille

17th Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

Organisé par le Réseau RIEF (Research in International Economics and Finance). Le CEPII est partenaire du réseau.

28 juin
Paris

Gross Capital Inflows to Banks, Corporates and Sovereigns

29 juin
Paris

Michael Bordo on "The Second Era of Globalization is Not Yet Over: A Historical Perspective"

3 juillet
Paris

Présentation de la 6^e édition du livre de Michel Aglietta et Natacha Valla "Macroéconomie financière"

13 juillet
Paris

Quel avenir pour la zone euro?

Coorganisé avec France Stratégie, l'OFCE, le Conseil d'analyse économique.

4 septembre
Paris

Selva Demiralp on "The Turkish Economy: A Macro-financial viewpoint"

6 septembre
Paris

L'économie mondiale 2018 - Conférence de présentation : Les hirondelles feront-elles pour une fois le printemps ?

12-13 septembre
Paris

Workshop "Firms, Productivity and Labor Markets"

Coorganisé avec le CEPREMAP et l'ANR.

18 septembre
Paris

Présentation du Policy Brief "Trump and the Dollar in the Reflection of History"

20-21 septembre
Séoul, Corée du Sud

AEEF 2017: 14th Asia-Europe Economic Forum on "Prospects for the Asia-Europe Economic Cooperation in a New World Order"

Organisé par Asia-Europe Foundation. Le CEPII est partenaire de l'ASEF.

6 octobre
Blois

Présentation de l'ouvrage du CEPII "L'Économie mondiale 2018"

Organisé par le festival "Les rendez-vous de l'histoire 2017".

XVth ELSNIT Annual Conference: Adjustment to Deeper Economic Integration

20-21 octobre
Londres, GB

Organisé par le réseau ELSNIT. Le CEPII est partenaire du réseau.

Le CEPII aux Journées de l'économie (JÉCO)

7-9 novembre
Lyon

Le CEPII est partenaire scientifique des JÉCO.

Founding Conference "The Euro - Which Way to Go?"

9 novembre
Bruxelles

Organisé par EconPol Europe, dont le CEPII est membre.

Peter Egger on "The Economic Geography of Innovation"

6 décembre
Paris

Immigration in OECD Countries - 7th Annual International Conference

11-12 décembre
Paris

Coorganisé avec l'OCDE, en partenariat avec l'Université de Lille (LEM), Paris School of Economics, Fondazione Rodolfo De Benedetti, Université du Luxembourg et l'IRES (Université Catholique de Louvain).

B - ATELIER THÉMATIQUE

LUNCH TALK

RENCONTRES EUROPE ET INTERNATIONAL

(co-organisé avec France-Stratégie)

Des incertitudes pèsent sur l'avenir de l'Union européenne et sa place dans le monde. De la crise sont nées des ébauches institutionnelles pour l'Europe, et il s'agit aujourd'hui de les transformer en un édifice solide et pérenne. Les grands chantiers aujourd'hui ouverts pour l'Union européenne à 28 et pour la zone euro posent des questions économiques, institutionnelles, politiques, sociétales, de gouvernance.

Dans ce contexte, le CEPII et le CGSP organisent des rencontres mensuelles sur l'Europe qui ont vocation à rassembler, autour d'un intervenant choisi pour son actualité ou son implication dans le champ européen, diverses personnalités du monde officiel, économique, financier ou académique, pour discuter collectivement des grandes thématiques européennes.

George Papaconstantinou sur "Fin de partie : la crise grecque vue de l'intérieur"

3 février

20 mars	Romain Duval sur "Combining Structural Reforms and Fiscal Policy"
7 juin	Gary Banks sur "La contribution des Conseils Nationaux de Productivité aux réformes structurelles: leçons d'Australie"
22 juin	Réparer la zone euro
10 juillet	Lord Turner présente son dernier ouvrage "Reprendre le contrôle de la dette: pour une réforme radicale du système financier"
26 septembre	Graham Bishop sur "Un instrument d'émission de dettes en commun pour consolider la zone euro ?"
9 novembre	Présentation du rapport de l'OCDE "Prévenir le développement des inégalités avec l'âge"
22 novembre	Le marché du travail allemand : quels défis ?
C - SÉMINAIRES INTERNES	
12 janvier	"International Trade Elasticities at the Firm Level: French Evidence", par Gianluca Orefice, Philippe Martin et Lionel Fontagné.
26 janvier	"Wages and Human Capital in Finance: International Evidence, 1970—2011", par Ariell Reshef .
9 mars	"Quality labels and Export Performance: Evidence from the French Cheese Industry", par Charlotte Emlinger.
20 avril	"The Impact of French Repatriates from Algeria on Wage Dynamics", par Antony Edo.
4 mai	"Quality Sorting and Trade Costs : The case of Cognac", par Charlotte Emlinger (co-auteur Viola Lamani).
18 mai	"Pro-immigration Policies Increase Outmigration : Evidence from Schengen Agreements", par Daniel Mirza (co-auteurs F. Magris et R. Bazillier).
1 ^{er} juin	"Financial Volatility, Currency Diversification and Banking Stability", par Justine Pedrono.
22 juin	"Dissecting the Distributional Impact of Globalization Along the Wage Distribution: The Occupational-task Channel", par Christina Mitaritonna (co-auteurs Ahmed Tritah and Lionel Fontagné).
29 juin	"European Banks and Tax Havens", par Anne-Laure Delatte(co-auteurs Gunter Capelle-Blancard et Vincent Bouvatier).

"The cost of Non-Europe Revisited ", par Vincent Vicard (co-auteurs Thierry Mayer et Soledad Zignago).	6 juillet
"Economic Integration and the Non-tradable Sector: the European Experience", par Sophie Piton.	21 septembre
"Agglomeration Economies, Productivity and Quality Upgrading", par Toschi Matsuura.	9 novembre
"Capital Versus Labor. Understanding the Dynamics of European Labor Shares", par Antoine Vatan.	23 novembre
"Property Tax Shocks, Macroeconomics and Housing", par Thomas Grjebine (co-auteur François Geerolf).	7 décembre
D - SÉMINAIRES EXTERNES	
"Political Uncertainty and Investment", par Anne Duquerroy (Banque de France).	13 mars
"Equilibre Femme Homme au travail", par Hélène Perivier et Régine Serra (Sciences po).	27 mars
"Credit Misallocation During the European Financial Crisis", par Guido Tabellini (Bocconi University).	15 mai
"Stability the Euro-area. Political & Economic Perspectives", en partenariat avec le CAE, par Guido Tabellini (Bocconi University), Anne-laure Delatte, Philippe Martin (CAE) et Waltraud Schelkle (LSE).	15 mai
"Trade and Currency Weapons", par Agnès Bénassy-Quéré (Paris 1), Matthieu Bussière (Banque de France) et Pauline Vibaux (PSE).	23 mai
"On Exchange Rate Misalignments", par Claire Giordano (Banque d'Italie).	27 septembre

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

5 janvier	La Double Démocratie - Une Europe Politique pour la Croissance
10 janvier	Innovation: Firm Dynamics, Technology and Productivity Trends
31 janvier	One Belt, One Road: China Goes International
23 février	Le Mexique, un modèle de croissance en question.
28 février	Les pays d'Amérique latine : des économies vulnérables
9 mars	L'ère Trump et la politique commerciale américaine
16 mars	Le Brésil, après les scandales : les défis à relever
22 mars	Les conséquences économiques de l'afflux des réfugiés
21 septembre26 avril	Politique économique américaine : le grand écart ?
16 mai	L'Afrique du Nord : le printemps arabe sept ans après
13 juin	Les accords monétaires en Afrique subsaharienne : la Zone franc est-elle un modèle ?
27 septembre	Japon, le bilan de 5 ans d'Abenomics
12 octobre	L'Argentine s'est-elle engagée dans une nouvelle voie ?
17 octobre	Accounting Standards: where do we stand 10 years after the financial crisis?
30 novembre	Shadow Banking in Europe
6 décembre	Fall 2017 IMF Fiscal Monitor: Tackling Inequality

Annexe 6



Participation à des groupes
de travail et comités d'experts

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL ET COMITÉS D'EXPERTS

Michel Aglietta

Direction du groupe sur les dettes publiques de la zone euro, Institut CDC pour la Recherche.

Participation au rapport du CGSP "La France dans 10 ans".

Jézabel Couppey-Soubeyran

Membre du Haut Conseil certificateur de place, Autorité des marchés financiers.

Matthieu Crozet

Membre junior de l'Institut Universitaire de France.

Anne-Laure Delatte

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Membre du Conseil de la Fondation pour la Recherche de la Banque de France.

Christophe Destais

Comité des risques émergents, Direction Générale du Trésor.

Gilles Dufrénot

Participation au groupe de travail sur les dettes publiques de la zone euro, Institut CDC pour la Recherche.

Charlotte Emlinger

International Visiting Leadership Program - Transatlantic Trade and Investment.

Participation au groupe de travail sur la Politique Agricole Commune, France Stratégie.

Participation au groupe d'expert du ministère de l'Agriculture Actif'Agri sur l'emploi agricole.

Participation à l'atelier 4 des États Généraux de l'Alimentation.

Lionel Fontagné

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Directeur du Centre d'Économie de la Sorbonne.

Président de la Commission entreprises et stratégies de marché du CNIS.

Membre de la Commission d'évaluation du CETA.

Research Fellow, CESifo, Munich.

Membre des Comités scientifiques : Économie & Prévision ; Annals of Economics and Statistics.

Michel Fouquin

Membre du comité scientifique de journées de l'économie de Lyon.

Membre du comité scientifique du Printemps de l'économie.

Houssein Guimbard

Participation aux travaux du groupe MAST (Mesures Non-tarifaires).

Membre du Comité Scientifique la Société Française d'Économie Rurale.

Jérôme Héricourt

Membre nommé du Comité Directeur et du Bureau de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE), responsable éditorial du site web et du blog.

Président du réseau RIEF (Research in International Economics and Finance).

Membre du Comité Scientifique des Doctoriales en Économie et Finance Internationales, organisées par le RIEF (Research in International Economics and Finance).

Sébastien Jean

Membre du Comité de programmation de L'économie aux Rendez-vous de l'histoire de Blois.

Membre du Comité Stratégique de la Direction Générale du Trésor (Ministère des Finances, France)

Affiliate member, CESifo Research Network, Munich, Allemagne.

Membre nommé de la Commission scientifique spécialisée Sciences économiques, sociales, de gestion (CSS SESG) de l'INRA (membre du bureau à partir de 2011).

Membre du comité éditorial de la revue OECD Economic Studies – Revue économique de l'OCDE.

Policy Associate, GEP, University of Nottingham, Royaume-Uni.

Françoise Lemoine

Membre du comité éditorial de la Revue Perspectives Chinoises/ China Perspectives.

Thierry Mayer

Membre du comité éditorial du Journal of International Economics, de Regional Science and Urban Economics et du Journal of Regional Science.

Organisateur du Paris Trade Seminar.

Valérie Mignon

Membre élue au Cercle des Économistes.

Membre élue au Comité Directeur de l'Association Française de Sciences Économiques.

Gianluca Orefice

Participation à un groupe de travail du Ministère de l'Agriculture.

Lionel Ragot

Membre élu au Comité Directeur de l'Association française de Sciences Économiques (AFSE).

Membre élu au bureau de l'Association française des économistes de l'environnement et des ressources naturelles (FAERE).

Fabien Tripier

Head of the scientific committee of the T2M.

Conference Member of the scientific committee of the ADRES Doctoral Conference.

Deniz Ünal

Membre du Comité France-Turquie.

Farid Toubal

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Annexe 7



Relations partenariales
du CEPII

RELATIONS PARTENARIALES DU CEPII

AEEF

(Asia Europe Economic Forum)

L'AEEF est un forum de haut niveau permettant à des experts asiatiques et européens des échanges approfondis basés sur des travaux de recherche récents, sur des sujets mondiaux d'intérêt mutuel. L'AEEF organise chaque année une conférence.

Ses membres :

Asian Development Bank Institute (ADBI), Bertelsmann Stiftung, Bruegel, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Institute of World Economic and Politics, Chinese Academy for Social Sciences (IWEP-CASS), et Korea University.

EconPol Europe

EconPol Europe est un réseau européen qui réunit des universités et des centres de recherche afin de coordonner leur expertise scientifique pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne. Le réseau a été fondé au printemps 2017 par l'Institut Ifo et huit autres centres de recherche européens renommés.

Les membres fondateurs sont :

ifo Institute – Leibniz Institute for Economic Research at the University of Munich e. V. (ifo; Munich, Germany), Centre for European Policy Studies (CEPS; Brussels, Belgium), Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII; Paris, France), Institute for Advanced Studies (IHS; Vienna, Austria), Toulouse School of Economics (Toulouse, France), Centre for Business Taxation (University of Oxford, Great Britain), Department of Economics and Management (Università di Trento, Italy), VATT Institute for Economic Research (VATT; Helsinki, Finland) and Centre for European Economic Research (ZEW; Mannheim, Germany).

Le réseau a été créé à l'initiative du Ministère allemand des finances pour intensifier les recherches transfrontalières et approfondir les coopérations en Europe. L'objectif est de répondre aux défis économiques que rencontre l'Union européenne via des éclairages scientifiques.

Partenariat CEP-II-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEP-II, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

Réseau ELSNIT

(Euro-Latin Study Network on Integration and Trade)

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du CEP-II (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'IfW (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de EUI (l'European University Institute, Italie), de l'IBEI (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'University of St. Gallen (Suisse), du CEP (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du CEPR (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'IDB (Inter-American Development Bank - représenté par INT et INTAL).

Consortium GTAP

(Global Trade Analysis Project)

Le CEP-II est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEP-II contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (Ministère de l'Économie et des Finances).

Réseau RIEF

(Research in International Economy and Finance)

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), GREQAM (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), IFPRI (International Food Policy Research Institute, États-Unis), PSE (Paris-Jordan Sciences Economiques, France), THEMA (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), ULB (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & Université de Paris 1 (France).

Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée Nationale.

JECO

Les journées de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

TTIP-ITN

*Transatlantic Trade and Investment Partnership -
International Training Network*

L'objectif du Réseau de formation innovante TTIP (TTIP-ITN) est de favoriser la recherche interdisciplinaire sur le TTIP. entre

chercheurs de renommée mondiale et praticiens de toutes les disciplines pertinentes du droit - constitutionnel, marché intérieur de l'UE, droit des relations extérieures, droit commercial international, et droit international, ainsi que science politique, relations internationales, études commerciales et économie. Les réseaux de formation innovants (ITN) visent à former une nouvelle génération de chercheurs en début de carrière.

Sont membres du Consortium :

The University of Birmingham, Eidgenoessische Technische Hochschule Zuerich, Università degli Studi di Torino, The University of Nottingham, Ifo Institut – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München e.v., Erasmus Universiteit Rotterdam, Universität Passau, Egmont - Institut Royal des Relations Internationales, German University of Administrative Sciences Speyer, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, The City University.

Rapport d'activité 2017

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

IMPRESSION

DSAF/DPL/PGFDI

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07
www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en juillet 2018

Organisme public d'étude et de recherche en économie internationale, le CEPII est placé depuis 2013 auprès du Premier ministre. Son programme de travail est fixé par un Conseil composé de représentants de l'administration et de personnalités issues des entreprises, des organisations syndicales et de l'Université.



www.cepii.fr

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07

Tél. : 01 53 68 55 00 – Fax : 01 53 68 55 01

www.cepii.fr